



Le business des soins dentaires

PAGE 2

ESPACE RÉSERVÉ À L'ADRESSAGE POSTAL



Seniors

Tentés d'en finir

La tentation du suicide chez la personne âgée traduit une vraie détresse et questionne son entourage. Comment réagir face à ce tabou ?

PAGE 5



Élections mutualistes

Porter un mouvement démocratique

Jeunes ou moins jeunes, hommes ou femmes... Ils participent aux instances de leur mutualité. À quelques mois des élections mutualistes, une double page fait la part belle à l'engagement.

PAGES 6-7 ET 12



Régions

L'info proche de chez vous

Les conseils et services de votre mutualité, les rendez-vous fixés par les mouvements Altéo, Énéo et Jeunesse & Santé...

PAGES 10 ET 11

À suivre

L'an 1 de la révolution climatique

Pays riches et pays pauvres doivent prendre en main leur sort commun face au réchauffement. Jouable ?

PAGE 3

Dentistes

Le business des soins dentaires

En quelques années, le business dentaire a pris de l'ampleur. Après s'être fait soigner les dents à l'étranger, certains patients reviennent heureux, d'autres n'osent plus ouvrir la bouche pour sourire. Des risques existent à se faire soigner ailleurs qu'en Belgique. Mais aussi chez nous, où la santé publique est de plus en plus menacée par des praticiens peu scrupuleux.

Souriez, ils s'occupent de tout : logement, transport de l'aéroport à l'hôtel, rendez-vous médical à la clinique dentaire, guide touristique... Sur son site Internet, un organisateur de "voyages dentaires" s'engage à ce que votre séjour en Hongrie se passe dans les meilleures conditions. Des avis élogieux le confirment sur ce même site : "Après 10 jours, j'ai une bouche toute neuve, explique Olivier, et je suis tombé amoureux de Budapest !" "La dentiste travaillait vite et bien, raconte Juste, 48 ans. Les séances sont plus courtes qu'en France sans que le travail soit expédié !" D'autres témoignages, postés eux sur des forums consacrés aux soins dentaires à l'étranger, évoquent plutôt la déception : "La clinique ? Une pièce de 20 mètres carrés où deux secrétaires commerciales partagent l'espace avec le dentiste et son assistante", témoigne l'une. "J'ai été carrément maltraitée, se plaint une autre. Une des cinq couronnes collées à la va-vite dans un bain de sang est tombée à mon arrivée en France."

La Hongrie, Eldorado des soins dentaires

L'argument avancé par les patients tentés par l'Est de l'Europe – souvent la Hongrie – pour s'y refaire une bouche : le prix. En Belgique, le placement d'un implant, c'est-à-dire d'une fausse racine en métal, fixée à l'os de la mâchoire, coûte entre 1.000 et 1.200 euros non remboursés par l'assurance soins de santé obligatoire (1). Dans une clinique hongroise, comptez 450 euros en moyenne. "Ils pratiquent des prix incroyables, confirme Etienne Laurent, médecin-conseil à la Mutualité chrétienne (MC). Ils achètent leurs implants probablement moins cher que les dentistes belges qui, eux, sont tenus de se fournir uniquement auprès de fournisseurs contrôlés par les autorités."

Question qualité des soins, nombre de ces soignants ont été formés en Allemagne. Dans la profession, il semble que ce soit gage de qualité. Pourquoi sont-ils moins chers, alors ? Parce qu'en Hongrie, le coût de la main d'œuvre est meilleur marché. Le prix d'un implant à Bruxelles équivaut au prix d'un implant plus le travail des praticiens à Budapest. "C'est vrai, leur travail coûte moins cher... constate Michel Devriese, président de la Société de médecine dentaire. Mais si ces pays avaient une couverture sociale magnifique comme la nôtre, les coûts salariaux seraient les mêmes."

Pas sans risques

Malheureusement, l'accident thérapeutique existe. Un professeur d'université donne un exemple, relaté ici par Etienne Laurent : "L'implant était placé tellement loin qu'il s'est perdu dans le sinus du patient. Le praticien hongrois en a alors placé un autre. De retour en Belgique, cette personne a dû être hospitalisée d'urgence pour l'infection importante du sinus où se promenait l'implant." Ce type d'interventions effectuées à la va-vite est fréquent. "Ils savent que leurs patients arrivent en avion et repartent aussitôt l'intervention terminée. Ils ne sont pas inquiétés."

La nécessité d'aller vite enclenche un second risque : le mauvais suivi. Un implant se construit en plusieurs mois. Michel Devriese en détaille les étapes : "Extraire la dent, laisser cicatriser, poser ensuite l'implant, attendre trois à six mois pour que l'os fusionne avec l'implant. Peut-être sera-t-il nécessaire de reconstruire préalablement le volume osseux avec du biomatériau. La gencive doit cicatriser. Sans compter que la couronne doit être faite sur mesure !" L'implantation immédiate existe "mais tout ne peut être fait correctement en une

étape. À l'étranger, les soins sont conçus pour en faire un maximum en un minimum de temps. En termes de qualité de suivi, c'est catastrophique !"

Troisième risque : ne pas trouver d'aide de retour au pays. Quel dentiste belge voudrait intervenir dans une bouche traitée par un autre ? Denis Delvenne, dentiste-conseil à la MC, en a fait l'expérience dans son cabinet liégeois. "J'ai rédigé un devis pour une patiente qui voulait remettre sa bouche en état. Elle a trouvé ça trop cher. Elle parle allemand, elle a un mobile-home, elle est alors partie une semaine en vacances en Hongrie. Ils lui ont extrait les dents qu'il fallait enlever, mis les implants, puis placé un travail provisoire. Elle devait attendre le mois suivant pour placer les couronnes définitives." De retour en Belgique, elle frappe à la porte du dentiste qu'elle avait pourtant boudé quelques mois auparavant. "Elle souffrait et voulait que je lui dévitalise les dents. Je l'ai soulagée mais lui ai expliqué que je n'étais pas une roue de secours !" Les dentistes sont frileux et c'est normal. Ils ont une responsabilité sur les soins qu'ils procurent, rappelle Michel Devriese. "Si un patient arrivait avec une couronne décelée de son implant ou avec une infection, je l'inviterais à retourner en Hongrie consulter la personne qui l'a soignée. Je ne peux pas intervenir car j'ignore le modèle et la marque de l'implant, quel tournevis utiliser, quel type de vis, quelle force de serrage appliquer..."

Conseils utiles

On voit sur Internet des locaux magnifiques, de grands sourires, des blouses blanches propres... mais cela ne garantit pas la qualité des soins.

Qui contrôle les soins dentaires en Belgique ?

Il n'est pas impossible, chez nous, d'être soignés par des dentistes peu scrupuleux. Les autorités publiques ont peu de possibilité de contrôle sur le terrain. Certains professionnels plaident pour la mise en place d'un Ordre des dentistes.

Peu avant l'été dernier, la police perquisitionnait un dentiste belge à la suite de la plainte d'une patiente. Sur place, pas moins de onze infractions sont constatées : absence de stérilisateur et d'autorisation pour l'utilisation de ses appareils de radiographies, non-respect de la réglementation environnementale des déchets, fraude au tiers-payant, produits périmés, travail au noir à 100%... Tout cela avec un numéro délivré par l'Inami. Ahurissant : le dentiste était financé par la sécurité sociale mais son activité n'était pas identifiée. Inquiétant, aussi, car ce praticien mettait tous les jours la santé d'enfants et d'adultes en danger. Selon certains dentistes, la seule instance qui peut mettre un terme à ces dérives est un Ordre des dentistes. "Il en existe un dans tous les pays avoisinants, pourquoi pas chez nous ?", questionne Denis Delvenne, dentiste-conseil à la MC. Ce serait plus simple d'avoir une instance dirigeante qui fixe les limites, qui garantisse le respect de la déontologie, qui règle la stérilisation..."

Même discours du côté de la Société de médecine dentaire : "Il faut un organe qui protège certaines valeurs fondamentales dans l'exercice du praticien, martèle Michel Devriese, son président. C'est la responsabilité du politique de protéger la santé publique de ses concitoyens en encadrant les professions de la santé". Il insiste sur le moment : "aujourd'hui". Car il sent une certaine dérégulation dans le secteur. De nombreux dentistes étrangers

s'installent durant des périodes courtes en Belgique dans le but d'y gagner beaucoup d'argent. L'année dernière, le SPF de la Santé publique a reconnu plus de praticiens venant de l'étranger que de personnes ayant étudié en Belgique. Si la réglementation européenne le permet, "on regrette qu'il n'y ait pas d'enquête efficace et sérieuse". En effet, un numéro Inami est attribué à chaque personne figurant sur les listes du SPF sans que leur background soit analysé pour autant. Négligence qui, il y a quelques années, a permis à quelques praticiens radiés de l'Ordre des dentistes français de s'installer en Belgique sans être inquiétés.

D'autres acteurs de la santé ne sont que moyennement emballés par la création d'une instance de contrôle propre à la profession. Davantage de contrôles seraient bienvenus, conviennent-ils, mais effectués par d'autres autorités comme l'Agence fédérale pour le contrôle nucléaire (compétente en matière d'imagerie médicale) ou par des confrères dans un système peer to peer. "Le pépin, affirme un acteur bien informé, c'est qu'actuellement personne n'est en mesure de sanctionner un dentiste qui, de toute évidence, tient un cabinet malpropre ou ne dispose pas d'un matériel adéquat."

Ordre des dentistes ou pas, il semble que ce soit au politique d'avancer un pion.



"La clinique ? Une pièce de 20 mètres carrés où deux secrétaires commerciales partagent l'espace avec le dentiste et son assistante"

"Moi, je n'irais pas !, admet Etienne Laurent. Les soins se font chez un dentiste qu'on connaît, quelqu'un qui assure ce qui se passe avant, pendant et après les interventions." Pourtant, certains s'y risquent, confirme-t-on à la Société de médecine dentaire, regroupement de dentistes en Belgique francophone. "Il y a des cas mais à ce stade, leur nombre est peu élevé."

"À l'heure actuelle, aucun affilié MC n'a interpellé sa mutualité pour une demande ou une plainte à la suite de soins dentaires à l'étranger, affirme Jacques Boly, médecin-conseil à la MC et expert en matière de soins à l'étranger. Il rappelle les conditions nécessaires à l'intervention de la MC dans des soins ambulatoires ailleurs qu'en Belgique : "Seulement si l'urgence le justifie ou si les conditions médicales sont meilleures là-bas". Par ailleurs, le patient traité en Belgique est nettement mieux protégé par la loi relative aux droits du patient, les médiateurs fédéraux, le Fonds des accidents médicaux et, bien-sûr, le service juridique des mutualités. Toutes ces instances ne peuvent pas intervenir pour des soins donnés à l'étranger.

Des sourires sur papier glacé

"Le budget belge des soins dentaires est de 884 millions d'euros, précise Michel Devriese. Divisez ce montant par 11 millions d'individus, ça fait 80 euros par bouche. Le prix d'une visite et d'un détartrage. Ou d'un détartrage et d'une radio panoramique." C'est vrai, il conçoit que la technologie dentaire ne cesse de se développer. "Mais ça a un coût ! On ne peut pas dire à la population qu'on peut désormais s'offrir un sourire comme ceux des magazines de papier-glacé." Les autorités misent plutôt sur la prévention. "Et quels bons résultats ! En 1980, seulement 2% des enfants de 12 ans étaient exempts de caries. En 2010, ils étaient 60% !" Si la sécu ne rembourse pas les sourires de stars, elle permet toutefois à une grande majorité de la population de préserver son patrimoine dentaire pour peu qu'elle s'y attèle de son côté (soins d'hygiène de base, consultation annuelle chez le dentiste...). De quoi permettre au plus grand nombre de sourire à pleines dents !

// MATTHIEU CORNÉLIS

(1) Dento +, l'assurance facultative de la MC, prend en charge une partie des frais liés au placement d'implants dentaires, de couronnes et de bridges.

Je pense aussi à moi



*Astuce
de la quinzaine*

Connaître et respecter ses besoins

Essayez d'être particulièrement attentif aux signaux que votre corps vous envoie : octroyez-vous du repos quand vous êtes fatigué(e), buvez avant même d'avoir soif, rendez-vous aux toilettes sans attendre... Manger, dormir, prendre du plaisir, respirer, bouger comptent parmi nos besoins vitaux. Mais nous avons souvent tendance à les négliger.

Être à l'écoute de ses besoins pour mieux les respecter est essentiel à notre vie et à notre santé !

Surfez sur www.jepenseaussiàmoi.be et découvrez les conseils pratiques d'un expert pour satisfaire vos besoins physique, psychologique et existentiel.

jepenseaussiàmoi.be

Social

"Les allocations familiales, on y tient !"

À l'heure où les pouvoirs publics définissent les allocations familiales de demain, Vie Féminine lance une campagne d'information et de sensibilisation pour rappeler à quel point ce revenu et ce droit sont essentiels pour les familles et les femmes.

En Belgique, les allocations familiales font partie du quotidien des familles depuis très longtemps. Jusqu'à présent, elles sont intégrées à la sécurité sociale fédérale. Mais la 6^e réforme de l'État a transféré cette compétence aux Régions depuis le 1^{er} juillet 2014. Pour l'heure, rien n'a encore changé concrètement : nous vivons une période transitoire. Mais qu'en sera-t-il demain, lorsque la Flandre, la Wallonie et la Région de Bruxelles-Capitale redessineront la politique des allocations familiales ?

Pour Vie Féminine, pas question de rester au balcon. "C'est en général les femmes qui perçoivent les allocations familiales et gèrent les dépenses concernant les enfants. Par conséquent, ce dossier impacte directement leurs droits et leur autonomie économique". Le mouvement de femmes a mené une enquête et des débats pour identifier les nouvelles réalités, représentations et attentes des femmes sur le futur des allocations familiales. Avec comme objectif de les rendre visibles et de sensibiliser la population aux enjeux pour demain dans ce secteur.

Un revenu complémentaire essentiel

Les allocations familiales représentent, aux yeux des femmes interrogées, un revenu complémentaire indispensable et un droit essentiel. Si celles-ci y tiennent tant, c'est également parce que les allocations familiales concrétisent des valeurs qui leur sont chères : l'universalité des droits – pour tous les enfants, toutes les familles – et la solidarité entre les personnes, organisée de manière collective.

De l'avis de la majorité des femmes, ce revenu est pourtant loin de couvrir les frais pour les soins et l'éducation des enfants. Quant à consacrer une partie de la somme au bien-être et à l'épanouissement de leurs enfants, c'est carrément mission impossible pour les familles précarisées.

Et demain ?

Vie Féminine est d'avis que les allocations familiales doivent rester un droit universel : peu de conditions d'accès, démarches faciles, informations claires, paiement régulier, etc. Elles doivent aussi continuer à réduire les inégalités sociales que rencontrent les familles. Le futur



système devra particulièrement tenir compte des multiples facettes de la précarité : revenus insuffisants, monoparentalité, handicap, etc. pour penser une politique de suppléments qui rencontre les principes de solidarité, d'égalité et de justice sociale.

Par ailleurs, Vie Féminine estime que les allocations familiales doivent continuer à être payées en priorité aux mères. Enfin, elle recommande que de nouveaux dispositifs soient financés pour soutenir les familles dans l'accès à certains services.

Pour faire entendre sa voix et celle des femmes, le mouvement lance une campagne de sensibilisation : "Les allocations familiales, j'y tiens !" Outre l'organisation de séances d'informations, débats et formations, il invite les femmes à remplir une carte postale expliquant pourquoi elles tiennent à un système d'allocations familiales, et à l'adresser ensuite au ministre compétent dans sa région. Vie Féminine ne compte pas en rester là. Elle continuera à affiner ses revendications et porter une parole politique qui tienne compte des réalités et enjeux pour les femmes.

Plus d'infos sur la campagne : www.viefeminine.be

// JD

À suivre

L'an 1 de la révolution climatique

L'urgence climatique n'est pas un vague problème de menaces sur l'environnement. Etayée et documentée, elle contraint pays riches et pauvres, dès aujourd'hui, à prendre leur sort commun en main pour de longues décennies. Jouable ?



Pas de manifestation géante pour le climat à Paris. Pas de convoi ferroviaire "climate express" avec les 9.500 Belges prévus à bord, prêts à déployer leurs calicots dans la capitale française à l'occasion de la COP 21, la vingt-et-unième depuis le Sommet de la Terre à Rio (1992). Pas de manif à Bruxelles, ni à Ostende. C'est donc finalement une chaîne humaine de quelque 4.000 individus dans les rues de Bruxelles, statiques mais pas muets, qui aura fait un salutaire pied de nez, le dimanche 29/11, aux candidats terroristes : non, la liberté d'expression ne peut être (complètement) muséifiée face aux menaces. Et la peur n'a qu'un temps. La multiplication de manifestations d'inquiétude sur le climat aux quatre coins de la planète sera-t-elle suffisante pour faire adopter un texte "fort", dans quelques jours, par les dirigeants de la planète réunis à Paris ? Ces derniers mois ont apporté leur hotte d'optimisme. Un : les deux plus grands émetteurs de CO₂ de la planète, la Chine et les États-Unis, se parlent et veulent réellement un accord. Deux : cette conférence au sommet a été minutieusement préparée par les autorités françaises. Trois : le réchauffement du climat n'est plus cette préoccupation environnementale un peu marginale ; il a fait son entrée dans les débats d'instances internationales comme le G8, le G20 ou le Fonds monétaire international. Bref, comme le résume l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, autrefois engagé dans la lutte anti-apartheid de son pays, réduire l'empreinte carbone de la planète est devenu "le plus grand chantier de défense des droits de l'homme de notre époque" (1).

Une poudrière sociale

Pourquoi ? Parce que les perturbations du climat exacerbent les tensions sociales, attisent les conflits, rebattent les cartes de la - toute relative - stabilité mondiale. Conjuguée à d'autres facteurs, la multiplication des épisodes climatiques extrêmes va déstabiliser l'agriculture, créer de nouvelles poches de disette et de faim, pousser au déplacement ou à l'exode de millions de réfugiés. Or, avec 2°C d'augmentation de la température mondiale moyenne (le fameux seuil maximal qu'il est question d'adopter à Paris), 20% des terres émergées

de la planète pourraient être concernées par des épisodes de sécheresse (et 60% à 4°C). "Le climat, c'est comme une gâchette, la pichenette qui fait exploser la bombe", commente le grand historien du climat Emmanuel Le Roy Ladurie, qui ne cache pas que "la situation [actuelle] est totalement inédite et angoissante" (2). Il n'est pas le seul.

Un modeste début

Quels que soient les commentaires qui clôtureront la COP 21 ("Succès" ? "Échec" ? "Demi-teinte" ?), on est déjà certains d'une chose : Paris n'est qu'un début. À 2°C d'augmentation (on sera d'office à plus de 1,5 °C vers 2035), les États insulaires de l'Océan

pacifique disparaîtront ou deviendront invivables. Les gigantesques zones de deltas connaîtront des problèmes majeurs. Les experts ont donc prévenu : il faudra aller vers une "décarbonation" de l'économie mondiale dans le courant de la deuxième moitié du siècle. Rien que ça ! Cela impliquera de laisser tranquillement dans le sous-sol un tiers des réserves de pétrole connues, la moitié de celles de gaz et... 80% du charbon. Cela impliquera, aussi, de réduire ou de supprimer les 480 milliards d'euros de subventions allouées chaque année

aux énergies fossiles. Et aussi de remettre en cause le dogme du commerce international libéralisé comme moteur de la croissance. Ou encore de démanteler les paradis fiscaux de la planète : eh oui, "comment faire autrement", interroge Nicolas Hulot, conseiller du Président Hollande, si l'on veut trouver les 100 milliards de dollars annuels promis en 2009, destinés à aider les pays en développement à s'adapter au réchauffement climatique" ?

Pour une révolution, c'en sera une ! Irréaliste et inadmissible pour certains. Formidablement enthousiasmante, pour d'autres. "Une révolution industrielle comme on en a réussi d'autres dans l'Histoire", commente l'ancien ministre français Pascal Canfin (3). Une fantastique opportunité pour notre génération d'inventer cela". Dans les quartiers, associations, écoles et universités, etc., bien des jeunes l'ont compris cinq sur cinq. Et, déjà, sans attendre les résultats de Paris, travaillent à cette transition. Créativité bienvenue !

// PHILIPPE LAMOTTE

(1) *Le Monde diplomatique*, novembre 2015.

(2) *La Libre Belgique*, 30 novembre 2015.

(3) *Le Soir*, 21 novembre 2015

précisions

// Don de sang

À la suite de l'article sur le don de sang paru dans le n°1550 d'*En Marche*, il est bon de préciser que le don de sang est légalement possible dès l'âge de 18 ans et jusque 70 ans. En revanche, le premier don doit se faire avant l'âge de 65 ans. Pour le don de plaquettes sanguines ou de plasma, la limite des 65 ans ne peut en aucun cas être dépassée.

en bref

> Concours "Aux encres Citoyens !"

La Maison des sciences de l'Homme et l'ASBL Mnema organisent la 3^e édition du concours d'expressions citoyennes "Aux encres Citoyens !" Cette année, la thématique porte sur la phrase prononcée par Kofi Annan : "La paix est un rêve suspendu". Ce concours s'adresse aux élèves de 5^e et 6^e secondaire de l'enseignement francophone belge. Deux étapes : un texte d'opinion à soumettre pour le 1^{er} février, suivi, le 26 avril, d'une épreuve orale pour les candidats sélectionnés. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 15 janvier. Les trois meilleurs candidats remporteront un voyage de découverte et de culture à Paris, ponctué par la visite du musée du Quai Branly. Infos : www.aux-encres-citoyens.be

> Peut-on encore parler de racisme ?

Depuis son apparition dans les années 30, le terme racisme a fortement évolué, tout comme le monde qui nous entoure. Certains considèrent que ce mot est désormais vidé de son sens et qu'on ne doit, par conséquent, plus l'employer aujourd'hui. Pour répondre à cette question, l'anthropologue Anne-Claire Orban, chargée d'étude à l'association Pax Christi, a publié en juin dernier l'ouvrage "Peut-on encore parler de racisme ?" Ce livre s'articule en six parties et autant d'angles d'attaque : le racisme mis en contexte, en mots, en structure, en pratique, en lois et en débat. Au fil de la lecture, on apprend notamment avec intérêt comment le racisme culturel, qui hiérarchise les cultures, a progressivement supplanté le racisme de races. Infos : *Peut-on encore parler de racisme ?* • Anne-Claire Orban • éd. Couleur Livres & Pax Christi • juin 2015 • 136 p. • 14 EUR

> Oxfam s'emballa

À l'approche des fêtes, l'ONG Oxfam Solidarité propose des cadeaux alternatifs et solidaires. Envie de surprendre vos proches en leur offrant une chèvre, une plante contre l'érosion ou encore une ruche ? Les cadeaux "Oxfam s'emballa" prennent la forme de cartes de vœux symboliques, dont les bénéficiaires soutiennent directement les projets d'Oxfam dans le monde. Infos : www.oxfamsemballe.be

> Vieillir

Comment envisager la vieillesse dans notre société, et qu'en pensent les principaux intéressés ? Suite à deux débats menés avec l'ASBL Senoha, l'ASBL Question santé a publié la brochure "Paroles sur... Home suite home", qui fait office de témoignage collectif. Les seniors s'expriment sur différentes problématiques comme le regard des proches, le logement et ses alternatives, la place qu'ils occupent dans la société ou, tout simplement, leurs rêves.

Infos : *Paroles sur... Home suite home* • ASBL Questions santé • gratuit • 02/512.41.74 • www.questionsante.org

Campagne 164 euros, est-ce trop demander ?

Grève du zèle, pour des milliers de travailleurs de l'habillement, le 20 novembre dernier au Cambodge. Pourquoi levaient-ils le poing ? Pour aligner leur salaire minimum à 178 dollars américains, soit 164 euros. La pression exercée par les travailleurs sur l'État ne porte pas ses fruits. Ils la détournent donc vers les marques.

Quatre ans de grèves, de mobilisation, de manifestations pour obtenir une hausse du salaire minimum légal. Il y a deux ans, celui-ci a été relevé à 100 dollars par le gouvernement cambodgien. "Insuffisant !", selon l'agence qui milite pour un salaire minimum dans le secteur de l'habillement en Asie (Asia floor wage alliance). Ce montant correspondait à 35% de ce que devrait être un véritable salaire vital. Dans la rue en janvier 2014, les travailleurs exigeaient le salaire minimum de 160 dollars. Bilan : quatre morts, 39 blessés et 23 arrestations. Neuf mois plus tard, les manifestations reprenaient, cette fois pour un salaire de 177 dollars au bénéfice des centaines de

milliers de travailleurs du textile au Cambodge.

Le Conseil consultatif du travail au Cambodge faisait un geste au mois d'octobre dernier : 12 dollars pour atteindre le salaire de 140 dollars en 2016. Pour Ath Thorn, président du syndicat C.Cawdu, partenaire de Solidarité mondiale (ONG du MOC) au Cambodge, "cette augmentation ne reflète pas les véritables besoins fondamentaux des travailleurs. C'est inacceptable !".

Parce que les négociations avec l'État cambodgien ne sont pas fructueuses, les travailleurs et leurs partenaires font désormais pression sur les marques. Ils leur demandent de respecter des engagements pris en 2014. À l'époque,



H&M, Zara, C&A, Levi Strauss, entre autres, promettaient d'ajuster le prix payé aux fournisseurs pour permettre une augmentation du salaire minimum des travailleurs. "Aujourd'hui, les enseignes doivent tenir leurs promesses, exige Solidarité mondiale. Nous les appelons donc à assumer leur leadership et à prendre des mesures concrètes pour garantir le paiement d'un salaire vital aux travailleurs de leurs fournisseurs au

Cambodge en négociant directement avec les syndicats cambodgiens le paiement d'un salaire minimum de 177 dollars." L'ONG encourage les citoyens à interpellier directement les marques concernées.

// MAC

>> Plus d'infos :

www.solmond.be • www.achact.be

En finir avec l'insertion socio-professionnelle (ou pas...)

Quel avenir pour l'insertion sociale et professionnelle ? Comment gérer l'activation des chômeurs ? Quelle place pour l'économie sociale ? Autant de questions abordées lors de la journée de débats organisée en l'honneur des AID, le réseau de projets d'insertion sociale et professionnelle du MOC.



"Dans 30 ans, j'espère qu'il n'y aura plus d'AID !" Drôle de manière de fêter le trentième anniversaire des AID que celle d'espérer leur disparition... Cette formule, on la doit à Daniel Fastenakel (vice-président du MOC Bruxelles) pour qui ce serait le signe "qu'il n'y en a plus besoin, que tout le monde est au boulot et qu'on aura gagné le combat du partage du temps de travail...". Ce raisonnement par l'absurde prend tout son sens quand on se plonge dans la passionnante mais difficile réalité quotidienne des AID : celle d'accueillir en stage de formation des adultes peu scolarisés et exclus du marché du travail afin de les réinsérer dans un monde professionnel toujours plus exigeant. En 30 ans d'existence, les centres AID ont ainsi accueilli plus de 36.000 stagiaires dans des domaines tels que la restauration, l'horticulture, la menuiserie, le nettoyage... Parmi eux, nom-

breux sont ceux qui ont retrouvé le chemin de l'emploi mais aussi de l'estime de soi.

Cependant le secteur de l'insertion professionnelle est confronté à des tensions de plus en plus fortes. L'une d'elles fut maintes fois rappelée lors de cette journée anniversaire. Elle concerne la difficulté d'établir une relation de confiance avec les stagiaires quand, dans le même temps, les centres de formation sont de plus en plus amenés à les surveiller au nom de l'activation des chômeurs. Une évolution qui inquiète car elle nuit à la qualité du travail de l'insertion professionnelle. Secteur qui, à n'en pas douter, existera encore dans 30 ans. Mais sous quelle forme ? // NICOLAS ROELENS

>> Plus d'infos : réécouter les débats de la journée sur <http://radio27.be> • AID coordination : 02/246.38.62 • www.aid-com.be

Baisse des nouveaux cas de VIH en Belgique : espoir et vigilance

L'Institut scientifique de santé publique (ISP) a publié en novembre le rapport VIH/sida concernant l'année 2014. Les chiffres sont encourageants. Pour la seconde année consécutive, le nombre de diagnostics VIH est en diminution.

Quels sont les principaux enseignements de ce rapport 2014 ? Le plus prégnant, c'est la diminution de 8 % de nouvelles infections diagnostiquées. Une baisse observée pour la deuxième année consécutive. Mais, pour la première fois, ce résultat concerne les deux groupes de la population les plus touchés par le VIH : les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (-21% par rapport à 2013) et les personnes originaires de pays d'Afrique subsaharienne qui contractent le virus lors de rapports hétérosexuels. À noter que la transmission lors d'utilisation de drogues par voie intraveineuse reste marginale chez nous, avec 2% des diagnostics en 2014.

À contre-courant des chiffres européens

Les résultats belges ne s'inscrivent pas dans la tendance européenne, bien plus inquiétante. Le Centre européen de contrôle et de prévention des maladies et l'Organisation mondiale de la santé font état d'un chiffre

record de 142.000 nouveaux diagnostics en 2014, "du jamais vu depuis l'apparition de la maladie sur le continent dans les années 1980".

Rester prudent

Ainsi, si ces diminutions chez nous sont évidemment satisfaisantes, l'ISP appelle à la prudence : "À ce stade, il est en effet impossible de savoir si ce fléchissement présage ou non de l'amorce d'une tendance baissière plus structurelle". On notera également que le nombre de tests de dépistage a très légèrement augmenté (+0,3%). Autre donnée à retenir : 38% des infections au VIH ont été diagnostiquées tardivement. Enfin, en 2014, 14.719 patients infectés par le VIH ont été suivis médicalement en Belgique. Ce nombre augmente régulièrement, avec, en moyenne, 781 patients chaque année. Et la population des patients en suivi médical vieillit : en 2014, 32% d'entre eux étaient âgés de 50 ans et plus, contre 19% seulement en 2006.

// ET



"À ce stade, il est en effet impossible de savoir si ce fléchissement présage ou non de l'amorce d'une tendance baissière plus structurelle".

© Philippe Turpin-BELPRESS

Suicide

"Je serais tout de même mieux mort(e)..."

La tentation d'en finir avec la vie, chez les personnes âgées, traduit une immense détresse humaine. Celle-ci se heurte au désarroi des familles et des intervenants sociaux. Comment réagir face à un phénomène encore trop souvent tabou ?



Le taux de suicide est plus élevé chez les personnes âgées que dans la population générale. En Belgique, il augmente à partir d'environ 70 ans, stationne entre 80 et 90 ans pour carrement s'envoler à partir du cap des 90 ans. Il est toutefois malaisé d'obtenir des chiffres à la fois récents et très précis, notamment parce que beaucoup de chutes mortelles maquilleraient une volonté d'en finir. Particularité du geste fatal chez nos aînés : il aboutit au décès bien plus souvent que dans les autres tranches d'âge, où la dimension d'appel à l'aide est prédominante. Autre particularité : il est plus rarement précédé d'un état de crise suicidaire ou de signes annonciateurs.

Étrangement, ces suicides au grand âge ne font pas la Une de l'actualité alors que le suicide des jeunes interpelle, voire scandalise. Peut-être parce que – sinistre constat – nous avons tendance à croire qu'avoir atteint 75, 80 ou 90 ans, "ce n'est déjà pas si mal...".

Ici et là, la résistance s'organise contre cet état d'esprit fataliste. Au Québec, par exemple, le nombre de suicide, notamment des aînés, diminue depuis une dizaine d'années. On y combat fermement l'idée selon laquelle il serait "normal" de se sentir déprimé en vieillissant. En Italie, un projet pilote a vu des équipes volantes se précipiter au domicile de personnes âgées isolées et sans famille, tentées par le geste fatal, dès lors que des intervenants sociaux à domicile sentent une situation tourner mal.

Chez nous, la province de Liège soutient depuis peu une initiative de citoyenneté active basée sur la formation de "sentinelles" volontaires, reliées en permanence à un réseau d'intervenants spécialisés. Concept clé : une vigilance bienveillante destinée à se diffuser dans toutes les strates de la société.

Comment expliquer le suicide des personnes âgées ? À quoi être attentif ? Comment y répondre dans les maisons de repos ? Pour nous éclairer, nous avons rencontré Paulette Duhaut, formatrice et thérapeute au Centre de prévention du suicide à Bruxelles.



Paulette Duhaut

En Marche : Peut-on prévenir le suicide d'une personne âgée en étant particulièrement attentif à certains signes précurseurs ?

Paulette Duhaut : Le suicide peut se laisser pressentir par divers petits signes annonciateurs. Par exemple, des mots que la personne prononce ("je m'en irais bien", "j'aimerais ne plus être là demain") ou des mots qu'elle ne prononce plus et qui expriment le plaisir ou le projet. Le problème est que nous avons souvent tendance à nous fermer à ce cri du cœur, à banaliser les plaintes formulées par les personnes âgées. Ce genre de réaction est de nature à alimenter l'engrenage des idées noires. À un moment, celles-ci risquent de prendre tellement d'ampleur qu'elles poussent au désespoir. La base de la prévention consiste à prêter une réelle considération au vécu douloureux du grand âge : l'érosion des capacités mentales et physiques, la perte des êtres chers, l'isolement social, l'entrée en maison de repos, etc. Il faut aussi éviter des formules échappatoires comme "cela ira mieux demain".

EM : Il n'empêche qu'à un moment, on peut avoir l'impression, face à quelqu'un de très âgé qui veut s'en aller, d'avoir épuisé la gamme des réponses bienveillantes.

PD : Contrairement à ce que la publicité tente de nous faire croire, vieillir consiste rarement à voyager aux Bahamas avec un dentier éclatant. C'est souvent, au contraire, décliner. Mais ce n'est pas que cela ! La fin de vie est aussi un processus de transformation, voire l'apogée d'une vie. Il est donc important qu'une parole circule autour de questions telles que "c'est quoi vieillir, devenir dépendant ou perdre ses proches ?". La personne âgée peut alors témoigner, se reconnaître dans les autres, identifier ce qu'elle est en train de vivre sans le voir à tout prix comme une malédiction. Je sais pertinemment que cela n'est plus toujours possible, par exemple dans les situations de confusion profonde. Mais il importe de maximiser les instants et lieux d'échanges où les personnes âgées peuvent rester des êtres de désir.

EM : D'intégrer la mort dans la vie, en quelque sorte...

PD : Tout à fait ! Cela consiste, par exemple, à les aider à se questionner sur ce qu'elles ont envie de laisser d'elles-mêmes, à commenter l'"après" selon leurs croyances et leurs valeurs, à parler de leur solitude et, pourquoi pas, de leurs dernières volontés. Ainsi, on les maintient dans le vivant ! Et c'est très dif-

férent d'une "positivation" à tout crin. Le problème vient du fait que la famille ou le personnel des institutions ne dispose souvent pas du temps nécessaire pour cette écoute ou est confronté à un discours de plaintes incessantes qui peuvent user. La doléance de la personne âgée, alors, résonne dans le vide et encourage les idées noires.

EM : Le personnel des maisons de repos et d'aide à domicile peut être aux premières loges pour cet accompagnement...

PD : Leur rôle est très important. Mais si difficile ! Combien de fois n'entend-on pas des aides familiales ou des aides ménagères quitter une personne âgée à son domicile avec inquiétude : "Sera-t-elle encore là demain ? Ne va-t-elle pas faire une 'bêtise' ?" Parfois, c'est la difficulté d'entrer en contact avec la personne qui crée le trouble chez ces intervenants sociaux. Il y a chez ceux-ci une énorme souffrance liée aux angoisses et aux responsabilités. Or ils sont en toute première ligne et ont absolument besoin d'échanger sur leur propre vécu émotionnel. De plus, ils sont souvent peu valorisés par la société : on les dit "peu qualifiés", leurs salaires sont modestes. C'est pourtant chez ces aidants spécialisés qu'il faudrait prévoir davantage de temps d'échanges, de partages de vécu dans un espace commun bienveillant. Car ce personnel d'aide et de soins, souvent isolé et désemparé, perçoit très bien l'appel au secours lancé par les personnes âgées. Mais il manque de temps pour nouer la relation et l'entretenir. Et pour prendre du recul quand cela déborde.

EM : Et en maison de repos ?

PD : Certaines personnes âgées sont très heureuses en maison de repos. Beaucoup de ces lieux se montrent attentifs à réintroduire de l'humain dans les soins et les gestes quotidiens. Mais la mort reste un tabou solidement ancré dans bien des maisons de repos. Celles-ci sont rares à



© Serge Dehaes

mettre en œuvre un discours mûri et réfléchi sur ce sujet : comment parler d'une chambre soudain vide aux autres résidents ? Que leur dire sur l'absence du voisin d'hier, à table ? Trop souvent, on préfère cacher la mort ou l'évacuer rapidement, sous le prétexte de ne pas alourdir encore plus la vie en collectivité. Et quand un résident fait une tentative de suicide, on sera vite tenté de le circonscire dans un environnement plus sécuritaire : fenêtres cadenassées, mesures de contention...

EM : Mais n'est-ce pas légitime dès lors qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort ?

PD : En cas de crise, peut-être. Provisoirement. Mais il faut garder à l'esprit que la prévention du suicide se gère dès l'entrée dans la maison de retraite et qu'elle ne s'arrête jamais. À aucun moment, elle ne se résume à asséner des mini-recettes de bonheur ou des paroles du genre "n'y pensez plus". Les premières heures passées dans une maison de repos, notamment, peuvent s'avérer délétères et rompre la confiance du résident. Par exemple lorsque la famille prétend que "le séjour n'est que provisoire" – pur mensonge, le plus souvent – qui tient parfois le personnel en otage ; ou lorsque le personnel bombarde l'arrivant(e) d'informations médicales ou organisationnelles. Si le mal-être lié à cette arrivée est enfoui sous une chape de silence, on favorise les idées suicidaires. Il est fondamental d'accueillir ce ressenti et de laisser ouvert, par la parole, un certain chemin de vie possible, une suite de l'histoire qui reste à écrire.

La prévention du suicide se gère dès l'entrée dans la maison de retraite et ne s'arrête jamais. À aucun moment, elle ne se résume à asséner des mini-recettes de bonheur.

EM : Faudrait-il davantage de psychologues en maisons de repos ?

PD : Ils y sont trop rares, c'est vrai. Mais une attitude transversale de "bienveillance" n'exige pas forcément du personnel spécialisé, ni un temps démesuré de la part des autres intervenants. Il importe, simplement, que la personne âgée porteuse d'idées noires ou suicidaires ne se sente pas abandonnée. Qu'elle reçoive une sorte d'accusé de réception à son mal-être. Que le soignant ne se laisse pas enfermer dans une attitude opératoire aseptisée et répétitive. Surtout, il s'agit d'éviter de déposséder la personne âgée de sa propre vie. Et de continuer à la voir comme un être humain fait de valeurs, d'expériences, d'espérances, de combats. Je connais des maisons de repos où l'on interdit strictement la bière et le vin pour des raisons médicales et où tout risque de chute est évité jusqu'à l'extrême. J'en connais d'autres où il reste une place calculée pour le risque, considéré comme partie intrinsèque de la vie, y compris le risque de boire un verre de bière à 90 ans alors qu'on est diabétique. On reconnaît aux résidents le droit de prendre encore du plaisir, de rester vivants ! Comme le disait le directeur d'une maison de repos : plutôt ajouter de la vie aux années que des années à la vie...

// PHILIPPE LAMOTTE

>> Le Centre de prévention du suicide dispose d'une plaquette spécifique (tous publics) sur ce sujet. Il organise aussi des formations à l'intention des professionnels, dont une session consacrée aux personnes âgées. Infos : 02/650.08.69. www.preventionsuicide.be • La ligne gratuite d'écoute 24 h/24 est le 0800/32.123

Élections mutualistes

Ils sont jeunes ou moins jeunes, hommes ou femmes, de tous horizons. Leur point commun : ils participent activement à l'assemblée générale de leur mutualité régionale. Nous donnons la parole à huit personnes parmi des centaines, provenant chacune d'une région différente. À quelques mois des prochaines élections mutualistes (lire l'éditorial en page 12), elles témoignent de l'enrichissement à s'engager, en tant que membres de la Mutualité chrétienne, dans ses instances de décision.

La MC, un engagement social et démocratique

"Je me sens comme en famille"

Housna Lemhamdi Alaoui est comptable de formation et actuellement en recherche d'emploi. Jeune quadragénaire, elle a quitté son Maroc natal en 2001 pour suivre son mari belge. Avec la ferme intention de s'impliquer dans son pays d'adoption. "M'engager auprès de la Mutualité chrétienne, c'était naturel pour moi. J'ai choisi cette mutualité et je voulais la découvrir de l'intérieur, mieux comprendre le système des soins de santé aussi. Le fait que mon mari s'y était engagé bénévolement peu de temps avant m'a incité à le rejoindre. J'avais envie aussi de nouer des contacts".

BEAUCOUP DE GENS NE SE RENDENT PAS COMPTE DE TOUT CE QUE REPRÉSENTE ET FAIT LA MUTUALITÉ CHRÉTIENNE, SES ACTIONS POUR PROMOUVOIR LA SANTÉ.

Nalines
> Housna Lemhamdi Alaoui

La jeune femme est active au sein de l'assemblée générale de la MC du Hainaut oriental depuis près de dix ans déjà. "Au début, je me sentais isolée, intimidée. J'ai été surprise de me retrouver la seule d'origine maghrébine. Cela m'a encouragée à m'impliquer davantage. J'ai aussi la chance de faire partie du conseil d'administration (CA) de l'entreprise de travail adapté Entra. C'est vraiment très enrichissant car, en tant qu'administrateurs, on a plus de responsabilités dans la prise de décisions". Ce que son engagement lui apporte ? Le sentiment d'être utile, une certaine valorisation, des contacts sociaux aussi. "À la mutualité, je me sens comme faisant partie de la famille. Je connais tout le monde. Mon mari et moi participons souvent aux activités organisées par la MC. Nos trois enfants s'y sont faits des copains. J'ai aussi appris beaucoup de choses sur le système de santé et sur les services et avantages offerts par la MC. C'est intéressant pour nous, en tant que



famille membre". Suivre de près les décisions politiques en matière de santé passionne également la jeune femme. Ses enfants grandissant, Housna Lemhamdi Alaoui se sent prête à s'impliquer davantage encore au sein de sa mutualité régionale. Elle aimerait participer au CA pour avoir plus de poids. Ce qui la réjouit en matière de santé ? "On bénéficie en Belgique d'un excellent système de soins, accessible à tous". Ce qui la chagrine ? "Beaucoup de gens ne se rendent pas compte de tout ce que représente et fait la Mutualité chrétienne, ses valeurs, ses avantages, ses actions pour promouvoir la santé et les soins pour tous, y compris en Afrique. J'ai vraiment à cœur de faire connaître tous les atouts de la mutualité autour de moi mais je pense que la MC devrait mieux parler d'elle et s'adapter davantage à la multi-culturalité".

"Réfléchir et agir contre l'ultralibéralisme"

Jocelyne Van Lierde n'a pas le temps de s'ennuyer. À 56 ans, elle est administratrice de la Mutualité chrétienne de la Province de Namur (MCPN) et membre de l'assemblée générale d'Aide & Soins à Domicile (ASD) et de celle de la Clinique Saint-Luc (à Bouge). Elle est aussi membre du comité provincial du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) et de sa commission santé, et enfin présidente de l'ASBL Accueil et Solidarité qui gère six structures d'accueil de personnes âgées ou handicapées. "Une fois qu'on s'implique à la Mutualité chrétienne, on est amené à s'investir facilement dans d'autres assemblées générales !", dit-elle avec humilité. Reste qu'avec un emploi, deux grands enfants et cinq petits-enfants, chapeau ! Mais cet investissement ne lui coûte pas. Au contraire. Assistante sociale de formation, elle se nourrit du contact humain, tisse du lien, aime participer à un avenir social. "L'accueil de la petite enfance et celui des personnes âgées m'intéressent particulièrement. En fait, ce sont le début et la fin de vie qui me touchent le plus. Des moments de fragilité..." Il y a six ans, elle se présentait aux élections mutualistes pour "contribuer à la construction et au maintien d'une société à visage humain. La sé-



S'ENGAGER ET MILITER AU SEIN D'UN MOUVEMENT DE PRESSION PERMET D'INFLUER SUR LES POLITIQUES.

curité sociale participe à un maintien de la solidarité et de l'égalité. Elle est utile aux plus vulnérables !" Ceci dit, elle conçoit que les mots "assurance obligatoire", "assurance complémentaire"... cachent des concepts parfois difficiles à comprendre. "Il faut s'accrocher ! Mais on est soutenu par la MCPN qui fait un réel travail pédagogique. De plus, les commissions sont des espaces où peuvent se poser un tas de questions". Ces lieux sont précieux. Qui plus est à une époque qui, selon elle, se caractérise par l'individualisme : "Les réunions de la MC sont des lieux de démocratie, de réflexion collective. S'engager et réfléchir ensemble est ce qu'il y a de mieux pour contrer l'ultralibéralisme qui, lui, consacre la compétition". À l'écouter, il n'est pas difficile d'imaginer Jocelyne en tête de cortège, le poing levé. Si elle se mobilise, c'est pour accroître l'accès des plus faibles aux soins de santé. "S'engager et militer au sein d'un mouvement de pression, ajoute-t-elle, permet d'influer sur les politiques". Son volontariat, conclut-elle, lui permet l'expression de ce qui l'anime au plus profond d'elle-même. "Je l'ai choisi, je suis en adéquation avec moi-même, je me réalise".

Eghezée
> Jocelyne Van Lierde



"Aider la MC à définir son rôle futur"

"Sans la bonne coordination entre le personnel médical et la mutualité, je ne marcherais peut-être plus aujourd'hui". En 1990, Roland Schaus est victime d'un grave accident qui a nécessité de nombreuses opérations suivies d'une incapacité de travail d'une année complète. La coopération entre les médecins, les infirmiers et les collaborateurs MC a fortement contribué à ce qu'il puisse aujourd'hui s'adonner pleinement à sa passion pour le vélo. Il a été beaucoup aidé dans les différentes démarches à effectuer et dans sa convalescence.



Eupen
> Roland Schaus

Aujourd'hui, Roland Schaus, germanophone, a 66 ans. Il est retraité du secteur bancaire et engagé au sein des instances de sa mutualité depuis 1992. "Je suis membre de l'AG et du CA de la mutualité de Verriers-Eupen (MCVE), qui a pour particularité d'être bilingue. Autre particularité de ma région : de nombreux membres vivent en Belgique mais travaillent en Allemagne. Je suis également bénévole dans le domaine de l'aide familiale". Son engagement et sa motivation, il les ex-



plique par son expérience personnelle : "J'ai pu directement constater l'importance des soins à domicile. Maintenir ces services n'est pas simple en temps de crise. Selon moi, c'est à cela que doivent œuvrer les bénévoles. Ils doivent apporter des idées neuves et des solutions alternatives aux problèmes qui se posent. La bonne coopération entre les professionnels et les bénévoles permet d'offrir des soins de qualité à chacun. Schaus a mis ses compétences au service de la commission financière de la MCVE. Il y participe activement. Il analyse les budgets et les res-



La MC vous mène plus loin !

// Témoignages recueillis par Matthieu Cornélis, Catherine Daloz, Jean-Baptiste Dayez, Joëlle Delvaux et Estelle Toscanucci.

"Les ancrages locaux sont le cœur qui bat de la Mutualité"

Georges Geens est un homme de conviction. Mais aussi de terrain. Marié et père de trois enfants (dont l'une est décédée inopinément il y a quatre ans au Ghana lors de son engagement dans un projet au service d'enfants orphelins), il puise dans sa foi chrétienne son engagement pour la justice sociale. "Selon moi, la Mutualité chrétienne est le lieu où cet engagement peut le mieux s'exprimer". Après y avoir travaillé quelques années comme secrétaire local à St Gilles, il a eu l'opportunité, il y a 25 ans, de rejoindre un secrétariat social. Toutefois, il a continué à s'investir dans la vie de sa mutualité, encore unitaire à l'époque en Région bruxelloise. Il a ensuite fait partie des bâtisseurs de la Mutualité St-Michel, née de la scission linguistique



Bruxelles
> Georges Geens

en 2002. À 59 ans, Georges Geens reste un multi-engagé. Membre de l'AG et du CA de la Mutualité St-Michel depuis sa création, il est aussi co-président de l'ASBL Aide & Soins à Domicile (ASD) et membre de l'AG de Solimut, la société mutualiste qui gère les avantages et services de l'assurance complémentaire offerts par les MC francophones et germanophones. Il préside aussi, à la Mutualité St Michel, le groupe de travail "Assurance complémentaire", ouvert aux membres et permanents de la MC. "On y débat des services et avantages à offrir aux membres en tenant compte de nos valeurs et des

C'EST IMPORTANT D'ALLER À LA RENCONTRE DES MEMBRES, DE LES INFORMER, DE DYNAMISER LE TISSU ASSOCIATIF AUSSI.

besoins de la population. Dans ma circonscription, avec les membres du comité, nous prenons le temps de la discussion. Je peux, grâce à cela, faire remonter ce qui se vit à la base dans les instances de la Mutualité puis vers Solimut. Tout cela forme un tout cohérent", s'enthousiasme Georges Geens. Tout en menant à bien la Fondation Liza for Ghana, qu'il a créée avec son épouse en hommage à sa fille, Georges Geens souhaite se recentrer sur l'action locale. "C'est là que bat le cœur de la Mutualité chrétienne. C'est ce qui en fait un mouvement social. J'estime important d'aller à la rencontre des membres, de les informer, de dynamiser notre tissu associatif aussi - notamment avec Vie Féminine et le MOC - et de défendre ensemble notre sécurité sociale". À cet égard, Georges Geens se réjouit de voir de nombreuses personnes s'investir bénévolement dans le social et la santé. À l'inverse, voir des initiatives brisées par des décisions politiques ou administratives aveugles le révolte. Et de citer l'exemple des postes de garde médicale dont le financement a été supprimé par la ministre fédérale Maggy De Block, pour réinjecter cet argent dans les hôpitaux. "C'est très décourageant de voir des projets enthousiasmants s'écrouler à cause de bâtons mis dans les roues".

"Le volontariat met de l'huile dans les rouages"

François Cassiers a vécu 17 ans en Province de Luxembourg. Il vient de déménager dans le Brabant wallon. Lorsqu'il ne passe pas du temps en famille - avec son épouse, ses six enfants et sept petits-enfants - cet ancien responsable des ressources humaines aime écouter de la musique classique. Il fait d'ailleurs partie d'une ASBL qui promeut la musique de Chambre. Son engagement au sein de la MC ? Il a débuté en 2010, peu après avoir décidé de réduire son temps de travail pour mieux s'engager dans des projets de société. "J'étais déjà actif au sein d'une entreprise de travail adapté, mais j'avais envie de consacrer plus de temps au volontariat." Entre autres administrateur à la MC de la Province de Luxembourg, membre du Comité d'audit de MC Assurance (la société mutualiste d'assurances qui gère les assurances facultatives de la MC) et trésorier d'Altéo Luxembourg, François Cassiers ne compte pas ses heures. Il apprécie particulièrement les nombreuses "belles" rencontres faites dans le cadre de ses fonctions - "des personnes positives, qui travaillent consciencieusement" - et les échanges d'idées, toujours riches et pertinents. "Dans un système purement marchand, c'est important d'aider les gens à vivre mieux. Selon moi, une société ne peut pas



Arlon
> François Cassiers

fonctionner correctement avec des gens uniquement payés pour travailler. Si l'emploi salarié est la base, le volontariat met de l'huile dans les rouages. Mais je suis conscient que le rythme de vie imposé aujourd'hui ne permet pas toujours un engagement dans des activités de volontariat". Récemment, François Cassiers a particulièrement apprécié les prises de position de la MC concernant la flambée des prix de l'hospitalisation en chambre individuelle. "Je crains le système à l'américaine" où il faut payer des sommes exorbitantes pour être soigné et où le secteur public se désinvestit complètement. Il faut rester vigilant car une gouvernance trop libérale dans le secteur de la santé mène à la marchandisation. La santé ne doit pas être synonyme de gain d'argent. C'est aussi pour cela que j'ai le projet d'intensifier mes activités au sein de la MC."

DANS UN SYSTÈME PUREMENT MARCHAND, C'EST IMPORTANT D'AIDER LES GENS À VIVRE MIEUX.

"Mon bénévolat, un acte de résistance"

Douze ans après sa première élection à l'assemblée générale de la Mutualité chrétienne Hainaut-Picardie, Benoît Bettieau, professeur de math et père de trois enfants, remet le couvert avec la même énergie qu'en 2003. À l'époque, il avait 36 ans. Un ami de Jeunesse & Santé lui proposait de se présenter aux élections mutualistes. Pourquoi accepter ce défi ? Disons... un mélange d'idéologie et de raisons personnelles. "Les valeurs de solidarité valent la peine qu'on s'implique, confie-t-il. Et puis j'ai malheureusement très vite été confronté aux soins de santé. Mes filles jumelles sont nées très prématurées et mon fils a été hospitalisé durant deux ans". Que tire-t-il de ce volontariat ? La satisfaction de passer de la parole aux actes. Il déplore que la solidarité ne soit plus ce qu'elle était... "Donner du



Thulin
> Benoît Bettieau

temps pour le bien commun, c'est aller à contre-courant de l'idée que tout acte doit être rémunéré. Mon bénévolat est un acte de résistance aux mesures prises par notre gouvernement libéral." Et de regretter une dualisation de plus en plus importante de la société entre "ceux qui peuvent payer leurs soins de santé et ceux qui ne peuvent pas". Atteint d'une sclérose en plaques, Benoît sait de quoi il parle : "J'ai dû arrêter d'enseigner. Mes frais de santé sont élevés. Je peux les assumer parce que je suis en arrêt de travail mais après, ce sera plus dur. Qui plus est dans une société qui considère les soins de santé comme un luxe !" Au sein du conseil d'administration de sa mutualité, sa maladie peut être un atout. Elle permet en tout

JE SUIS UN CITOYEN EN DÉPENDANCE, JE PEUX FAIRE ENTENDRE CETTE VOIX-LÀ, TÉMOIGNER D'UNE RÉALITÉ.



"Essayer d'aboutir à la meilleure solution pour tous"

À 34 ans, Laurence Gaj partage sa vie entre ses deux enfants et sa profession d'avocate au sein d'un cabinet liégeois. En dépit d'un emploi du temps bien chargé, elle est membre de l'assemblée générale de la MC Liège depuis 2010. Elle a bien l'intention de présenter à nouveau sa candidature lors des élections mutualistes de mai 2016 pour poursuivre son mandat. "Dans le cadre de ma profession, j'ai eu et j'ai toujours l'occasion de pratiquer, à de très multiples reprises, le droit de l'assurance soins de santé et indemnités, une matière peu connue et peu pratiquée, mais très amusante du fait de sa spécificité et de son côté technique", confie-t-elle. C'est donc logiquement que Laurence Gaj s'est intéressée aux avantages et services organi-

À LA MC, L'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE S'INSCRIT DANS LE RESPECT DES MÊMES VALEURS DE SOLIDARITÉ QUE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE.

seés dans le cadre de l'assurance complémentaire. "Au sein de la MC, l'assurance complémentaire s'inscrit dans le respect des mêmes valeurs de solidarité que l'assurance obligatoire, constate Laurence Gaj. C'est pour cette raison que j'ai voulu m'impliquer sur le terrain". La jeune avocate s'investit ainsi au sein d'un comité de secteur, ce qui l'amène, notamment, à mettre sur pied des animations pour attirer l'attention de la population sur certains dossiers-clés relatifs à la santé. Laurence Gaj aime le défi que représente la maîtrise de dossiers techniques et trouve enrichissante la recherche de la meilleure solution pour tous. Elle a à cœur d'œuvrer pour le bien commun et tente d'apporter, en toute modestie, sa pierre à l'é-



Soumagne
> Laurence Gaj



édifice de la solidarité. Elle rêve d'une société équilibrée dans laquelle tout le monde - y compris les moins favorisés - bénéficierait d'une bonne protection sociale. À ce titre, elle se montre particulièrement préoccupée par l'augmentation du coût des soins de santé. Elle craint notamment que cela freine certaines personnes à se faire soigner. "La MC est très vigilante et veille à ce que les centres hospitaliers respectent les réglementations édictées. Mais force est de constater que pour certains - heureusement minoritaires -, ce n'est pas toujours le cas. À mon sens, c'est à ce niveau-là que le bât blesse". Il reste de nombreux défis à relever dans les prochaines années, et ce n'est pas pour déplaire à Laurence Gaj !

"Pas de paroles en l'air mais du concret"

Lucie Lacasse est fraîchement retraitée, après 44 ans comme infirmière à domicile. Ardennaise d'origine, la jeune soignante débute sa carrière avec l'ouverture d'un service inexistant jusqu'alors dans la région à Vielsalm. Depuis, pas mal de chemin a été parcouru. Du côté de son environnement de travail d'abord. La Croix jaune et blanche s'est intégrée aux Aides & Soins à Domicile (ASD) dans l'optique d'un véritable maintien à domicile avec davantage de collaboration entre infirmiers, aides familiales, aides ménagères... Du côté plus personnel ensuite. La jeune femme épouse un Bruxellois, s'installe en Brabant wallon et poursuit là son métier, "le plus beau" à ses yeux. L'infirmière de terrain devient plus tard directrice des soins infirmiers. La voilà engagée dans des tâches de gestion, de management... non sans effectuer de temps en temps des tournées à domicile. C'est au départ de sa profession que Lucie Lacasse a rencontré la Mutualité chrétienne. Et plus précisément, avec son regard aiguisé aux soins de santé, qu'elle est entrée à l'assemblée générale de la Mutualité du Brabant wallon. Cela fait deux mandats successifs, soit près de 12 ans. À la faveur du temps libéré par la préretraite, elle est entrée au Conseil d'administration. Une équipe qu'on pourrait qualifier de

ELLE CROIT EN LA VALEUR DU TEMPS DONNÉ AUX AUTRES. CELA PEUT AUSSI PASSER PAR DES "BATAILLES PLUS MACROS".

pluridisciplinaire, là aussi. Où chacun apporte son regard, tout en partageant des valeurs communes. Une équipe qui œuvre à la région à Vielsalm. Depuis, pas de paroles en l'air mais du concret. Et c'est la essence de l'air : pas de réponses à de réels besoins. Rien d'étonnant alors de la voir à l'origine du Lion Soli-daire, un service offert par des volontaires aux personnes qui souffrent d'isolement, et conçu autour de la Maison mutualiste de santé de Braine l'Alleud. Formations des volontaires, lieux de paroles... elle y déploie bénévolement ses compétences de coordinatrice et se nourrit du retour des personnes aidées comme, par le passé, de ses patients et leurs familles. Elle croit en la valeur du temps donné aux autres. Cela peut aussi passer par des "batailles plus macros". En matière d'hospitalisation par exemple, avec les avancées que la MC a pu obtenir sur le coût des chambres. Elle est prête à se battre encore, pour l'hospitalisation à domicile en particulier, pour contrer la libéralisation à l'œuvre dans ce secteur. La revoilà sur un terrain connu, non sans apprécier la découverte. En février, direction le Bénin où, avec la MC, elle part visiter des acteurs locaux de la santé.

Lillois
> Lucie Lacasse

COMMENT INSÉRER UNE PETITE ANNONCE ?

Les petites annonces sont réservées aux membres de la Mutualité chrétienne. Chaque famille bénéficie, par année civile, d'une première annonce au prix préférentiel de 5 euros. Toutes les autres parutions se font au tarif de 12,50 euros par annonce.

1. Rédigez votre annonce en lettres capitales sur papier simple.
2. Effectuez votre virement sur le compte
Code IBAN : BE77 0000 0790 0042 - Code BIC ou SWIFT : BPOT BE B1.
au nom des Editions Mutuellistes en précisant le nombre de parutions souhaitées.
3. Envoyez votre annonce en joignant votre vignette jaune ainsi qu'une copie de la preuve de votre paiement au "Service des petites annonces", En Marche, chée de Haecht 579 BP40 - 1031 Bruxelles ou fax : 02/246.46.30 ou enmarche@mc.be - tél : 02/246.46.27.

Dates ultimes de rentrée des annonces :
le lundi 14/12 pour l'édition du 07/01.
le vendredi 08/01 pour l'édition du 21/01.

Attention ! Vos petites annonces ne seront publiées que si nous recevons en même temps le texte de l'annonce, la vignette jaune et une copie de la preuve de paiement. Les petites annonces paraissent sous la seule responsabilité de leurs annonceurs.

Auto/moto/vélo

AV : voiture BMW 520i, 03/2012, essence, 23.250 km, boîte manuelle, couleur spacegray, cuir beige, 1^{er} propriétaire, prix : 26.000€ - 0497/82.21.42 - 065/66.28.77 (A52006)
AV : vélo pour enfant de 6 à 9 ans (Décathlon) de 2013, état neuf, prix : 100€. 0496/67.75.93 (A52001)
AV : 2 mini vélos pliables, peu servis : 100€ les deux - 1 vélo enfant +/- 3 ans : 10€ - trampoline pr enfant 2 à 4 ans : 35€ - 067/21.94.95 (A51991)

Divers

AV Siège de bain Aquatec avec plateau et télécommande, état impeccable (servi 2x), acheté 1.250€, vendu 600€. 081/87.61.54 (D52015)
Écran pour dépression saisonnière acheté 250€, vendu 150€, vêtements dames 46-48. 0476/77.29.10 (D52016)
Recherche vieilles plaques anc. de réclame en email, Ajja, Belga, Spa ou autres, de 10 à 1.000€ et + selon modèle, me déplace partout. 0475-690445 - joki01@telenet.be (D51247)
AV : long manteau de fourrure en vison haute couture, prix : 200€, état neuf. 02/653.92.29 (D52028)
AV : lit médical électrique Qualias pft état, barrière de lit sur mesure en suppl., livraison et installation possibles, prix à discuter. 061/53.56.00 - otjacques.mp@live.fr (D52024)
AV : matelas médical HHP, thérapie par andulation, stimule circulation lymphatique et sanguine, renforce le système immunitaire, 20 programmes, état neuf. 067-21.60.95. (D51969)
AV : lit médical model Belluno 4 année 2006, 6 fonctions pour 1 pers. max 135 kg, prix 700€, pas hésiter à faire offre. 0470/35.63.69 - oriagobbato@hotmail.com (D51992)
Passez plusieurs heures agréables en lisant livre autobio., suspens et humour, style agréable : "cauchemars au paradis" de J. Liber. ww.edilivre.com - 083/21.31.70 - j.liber@skynet.be (D52011)
AV parc-lit complet (contour et matelas), de marque Quax. servi pour 2 ans, très bon état, prix : 90€. Vêtements premier âge à 0,50€/pièce. 0494/50.62.18 (D52010)

Achète cartes postales - cartes fantaisies et cartes vus anciennes, avant 1950, en lot du monde entier. 087/33.52.23 - 0472/69.47.94 (D52008)
Les fêtes approchent. Un cadeau original sous le sapin : un tour de magie unique expliqué dans mon livre dédié. Prix : 33€ TTC. hervedetourmal@yahoo.fr - www.pausemagie.be (D52007)
AV : poêle à gaz Flandria. 25m KL, état impeccable, peu servi, H 0,80 - L 0,90 - P 0,35 - 150€. 087/33.97.53 apd18h (D52019)

Emploi/sevice

Service secrétariat (à domicile), courrier, copies textes, traductions français/anglais et vice-versa. 02-736.78.01 - 0472-32.43.84. (E51947)
Garnisseur en fauteuils, travail à l'ancienne, tissu, cannage, rempaillage, Maison Didot à Mozet. 081-40.04.80. (E51996)
Monsieur expérimenté en maçonnerie / carrelage, recherche travail. 0472/39.69.18. (E51975)
Dame de compagnie soixantaine, aide personnes âgées, courses, repas, etc. Quartier ULB/cim. Ixelles, en journée, bonne expérience. 0472/69.97.74 (E52025)

Immobilier

AV : 2 terrains jumelés arborés, env. 2x2a50, possib. bâtir chalet, situé ds un domaine à 5' du centre de Chimay + caravane sp. 6p, mblée., terrasse+chalet etc... 0476-47.89.42. (I51983)
AV studio avec bail à la Seigneurie centre de Namur, vue Boffroi, état impeccable. 0496/17.00.64 (I52000)

Vend: super appart. La Panne Esplanade, 2 balcons, vue mer 100% soleil, liv., 2ch., sdb, cuis. équip., tt. mblé., garage en option, visites sur rendez-vous. 0474-29.05.07. (I51918)

Location

Grand-Bigard, proximité transport en commun, appartement à louer 1 ch., prix à convenir, possibilité 2e chambre. 0483/16.99.02 (L51998)
Ferrières, au clocher 7, à louer : beau petit appartement tout meublé 1 ou 2 personnes. 086/40.00.97 (L51994)
St Gérard : agréable petit appartement très calme, côté Sud, pour personne seule, meublé ou pas, chauffage-électricité-eau compris, 480€. 38 Grand'Rue à 5640 Saint-Gérard. 071/79.96.60 (L52004)
AL : petit appartement 500€/mois, possibilité garde enfants, pour personne (femme calme) honnête, appartement à Rochefort. 0471/25.61.47 (L51995)
Studio à louer, 1er déc, 2015, 31m2, séjour, kitchen, 1ch., sdb, jardin, asc., et partie du "commu", 490€/m. + charges indiv., rue des brasseurs 170 Namur. 081/213195 www.abbeyfield.be (L51990)
Dame pens., bonne éduc., ch. log. Waterloo, end. calme, pr avril 16, prix modique. Que proposez-vous ? 02/353.07.19 (L52020)

Mobilier

Salle à manger complète, exc. état : "Roche Beau-bois, merisier - Lit (1.60) cuivre + matelas neuf - Vitrail à suspendre mural + 1m20/50 (beau travail artisanal). 065/62.08.75 (M52021)
Table salon chêne : 1m150, 40cm haut, 4 tiroirs - Bergère chêne duvet (style L.XV) - sàm "Roche Bobois" compl., le tt impeccable, exc. état, prix à discuter. 065/62.08.75 (D52014)

Villégiature (Belgique)

Coxyde, app. 5p., 2ch, sdb, wc, cuisine, living, hall, 30m, digue, côté soleil, tt. confort, tv, dvd. 04-370.15.63 - 0473-69.94.34. (V51793)
Coxyde digue, vue mer, appart. 5e ét., 4p., 2ch., sdb, cuis. + liv. rénov, asc., tv, radio cd, Noël, Nouv.-an, 380€/sem. chges. compr. 0479-41.54.43 (V51961)
Htes-Fagnes, gîte 7p. 3 ch., WIFI grat., forêts, prom. vélo, ski, lib. Noël 2015, janv., févr., mars. 080/33.74.35 - http://lesavrules.jimdo.com (V52026)

La Panne, appart. av. gar., face à la mer, centre de la digue, 2ch., tt. conf., très lum., loue tt. l'année du sam. au sam., de 380€ à 630€. 010-880424 - 0477-742862. (V51919)

Ard. prox. La Roche, chambres d'hôtes et gîtes 2-10-20p., endr. calme. 084-34.44.31 - www.gitesdavid.be (V51768)

Ard. Semois, mais. caractère 12p., spac., tt. cft, gd jardin, vue superbe Sud nb prom., calme. 0473/68.70.40 - www.oizy.be (V51997)

La Panne, appart. 4 pers. au centre et à 50m de la mer, 3e étage, tv, asc., terrasse, apd 180€/sem. 0477/82.3713 (V52027)

Coxyde, 100m digue, appart. 4p., 2ch., sdb, living ensoleillé, Noël, Nouv.-an, 280€/sem. chges. comprises. 0479-41.54.43. (V51960)

La Panne esplanade, app. 2ch., 2 sdb, gar., 150m mer, libre jusqu'au 18/12, 250€/sem, photos, libre pour 2016 aussi. 0472/26.54.48 (V52022)

Coxyde - apt 2 ch., 30m de digue, côté soleil, wc, sem., qz. 02/374.43.27 (V52017)

La Panne, appart. rénov., 6-7p., tt. cf., gar., spac., 90m2, vélos à dispo., vue lat. mer 30m, cuis.ég., 2ch., gd. liv. + canap-lit, n-fum., 350 à 500€/sem. 0478-45.70.76 - 060-21.25.89. (V51999)

Coxyde : studio 4 pers. soig., 50m mer, terrasse plein Sud, TV coul., park. privé, Noël nvel an : 200€/sem., basse saison : 300€/qz. 071/50.26.76 - 0476/45.79.04 (V51989)

Villa à l. à St. Joris Nieuport à famille, 4ch, 8p., gar., jardin clôt., pas d'animaux, accessible PMR, w-e, sem., quinz. 081-21.20.93. (V51976)

Westende, à l. tr. beau stud. mod., coin digue, v. mer, 2e ét., 4p., 1ch. sép., tv, tt. cf., asc., libre du 19 au 26/12 et svts., sem., qz. ou mois. 071-342667 - 0478-720705. (V51929)

Westende-bad, luxueux apt. 2ch., 4-5p., situé à prox. centre et mer, end. calme, 2e ét., asc., belle vue, 2 balcons sud, grd. conf., w-e, sem. ou quinz. 0479-53.55.67. (V51003)

Longfaye calme hameau Htes Fagnes, nb. prom., vélo, vtt, ski, anc. ferme, gîtes ruraux 3 épis, clairs spac. 1-2 ou 3ch. 080-33.97.19 - henrifagnoule@skynet.be - http://logerskynetblogs.be (V51111)

Villégiature (France)

Bretagne, côtes d'Armor, à 10 km des plages, charmante maison en pierre à louer avec magn. jardin ds vill. classé, capacité 6-8 pers., apd. 300€/sem. facebook.com/lesmarloyats - 0474/9843484 (V52012)

Les 2 alpes, 1650-3600m, apt 4 à 6 pers., tt confort, prix entre 400€ et 600€/sem, navette gratuite au pied de l'immeuble, photos : www.location-2alpes.com - 0498/29.44.19 (V52030)

10 km Menton, ap. 4 pers., face à la mer, route semi privée, terrass., living, chambre, cuisine ac lave-vaisselle et mach. laver, s-d-b, possibilité garage. 0495/21.27.29 (V52018)

St-Cyprien-plage (Roussillon), à l. villas 4/6p., libre toute l'année sauf mois de mai, pisc., tennis, mer, commerces à 250m, diaporamas à voir. 02-305.71.43 - 0478-45.51.91. (V51958)

Gérardmer, location à la nuitée, appart. ds. chalet, 4p, T2, prox. commodités, ski, vue dégagée, lac, terrasse. 082-66.67.09. (V51956)

Ardèche S. entre Joyeuse et Largentière, gîte tt cft ds anc. magnanerie, randos pédestres, nature, pisc. (juin à sept.), 6/7 pers., 500-980€/sem., 0495/500516 - roland.moenis112@gmail.com (V51993)

Menton, Côte d'Azur, bord de mer, studio - appart. à l., 2 à 3p., tt. conf. 068-28.25.75 ap. 19h et w-e. (V51927)

Bretagne, C. Armor, 10km plage, 2 p., loc.studio, tt équip., terr., petit vill. classé, apd 200€ /sem., poss. Nuit & mid-week hors saison - www.studiogitesdepartpuns.e-monsite.com 0474/984348 (V52013)

Corrèze Fr., magnif. rég., ch. d'hôtes, 1 sem + pt./déj.: 350€ p/2 pers., poss. table d'hôtes. 0033-55598.24.53 - 0033-771.6392.83 - (V51909)

Roquebrune-Cap-Martin, studio pittoresque 2p, à 60m mer, jard., park., déc., mars, avril, mai, juin, août, mois ou quinz. 0478-25.86.19. (V51910)

Prov., ds. résid. calme avec pisc., mais. 2ch, tt.conf., 2/5p., clim., jardin clôt., terr., pk. priv., prix int. dégres. h-s., loc. tte l'année. 0478-62.33.36 - web: amivac.com/site13606. (V51792)

Côte d'Opale, Wissant, à 50m plage, appart 4 p., séj.2 clic-clac, tv, cuis. équip., 1 ch., sdb, wc sep., terr. clot., tt conf. 0495/32.28.95 - zimwatapp@gmail.com (V51722)

Bretagne, Plouguerneau, 50 m mer, maison indép., 4 criques naturelles, à l'embouchure d'un fjord breton, face phare de l'île vierge. 0477/27.65.14 - jpdjon@hotmail.com (V52029)

Ardèche sud, Grospierrres, mais.b.ég., 3/5 ou 6/8p., calme, bordure garrigue, amb. familiale, pisc., guide balad. etc... loc. du sam. au sam. d'avril à oct. 0496-35.34.68 - 0033-674.6773.37. (V52003)

Côte d'Opale, Wissant, à 50m plage, appart 4p., séj. 2 clic-clac, tv, cuis. Equip., 1ch, sdb, wc sep., terr. Clot., tt. cft. 0495/32.28.95 - zimwatapp@gmail.com (V52002)

Roquebrune-Cap-Martin, appart. 2ch. + pkg., à 60m mer, le ou 2e qz. mai, le qz. juillet, le qz. sept. 0478-25.86.19. (V51911)

Côte d'Azur, Menton, appt. plein sud, impecc., à 1min. de la plage, vue imprenable, sans vis-à-vis, à prox. des commerces, 2-4p., 1ch., air cond. 010-65.53.63 - 0476-49.00.94. (V51864)

Villégiature (autres pays)

Almunecar +Benidorm, promo. appart. vue mer, 1ch., tv, terr. sud, micro-ond., 399€/mois + charges, juill.-août: 899€/mois + charges, pisc., park., photos. 02-657.40.86 - 0477-59.47.33. (V51970)

Incrovable! apd: 295€/sem., Valais Suisse, Ovronnaz, spl. apt. 2-6p., lux.ég., imm. terr. sud soleil, vue spl., gd conf., bel prom., 3 pisc. therm., doc+photos. 02-653325 - 0477-204491. (V50902)

Escala, villa 3ch., 600m centre et mer, hiver jusque Pâques 250€ sem., prix spécial mois Noël nouvel an aussi, photos. Tel: 0472/26.54.48 (V52023)

Sud Lisbonne (Almada), appt. 2ch., salon, cuis., sdb, tv, près commerces et transports, Almada-Lisbonne par ferry-boat ttes les 30min. 280€/sem. 0498/15.37.31 - 067/87.82.13 (V52005)

ESP. Calpé, appart. 2ch., TV, frigo, congél., less., à 5min de la plage et tous commerces, photos. 081/56.60.86 - 0479/54.87.99 (V52009)

Esp. Torrevieja, Alicante, appart. 6p. ds résid. priv. avec pisc., rez, 3ch., salon, cuis., sdb., tv, airco, près des commerces, 1,5km mer, prix selon saison. 0475-84.04.18. (V51244)

Esp., Vilafortuny (Cambrils), appt. rdc., 6p., 3ch., 2sdb., 50m plage, parc, pkg priv, wifi, cuis. équip., 05, 06, 09: 890€/mois, 07-08: 990€/qz. 03-651.63.57 - 0495-80.48.38. (V51968)

Offres de service

VIE FÉMININE EN RÉGION DE CHARLEROI-THUIN-CHIMAY RECHERCHE : > des femmes bénévoles

pour renforcer et/ou développer un certain nombre d'activités : activités créatives et artistiques, activités culturelles et de voyages, ateliers de réflexion et action de défense des droits des femmes, ateliers d'alphabetisation, création d'un comité de soutien pour les femmes victimes de violences, projet théâtral "Les Nouvelles Complices", bourse aux livres...

Intéressée ? Envie d'en savoir plus ? Appelez Vie Féminine au 071/32.13.17.

LE CLUB MAGNETIC ASBL à OTTIGNIES RECHERCHE D'URGENCE (H/F) : > des bénévoles

au bureau de Wavre et/ou à domicile pour travail de montage audio, don de la voix, tâches administratives, etc. Pour aider des personnes porteuses d'un handicap visuel ou atteintes de restrictions à communiquer, lire et se distraire par CD. Formations prévues.

Plus de détails sur www.clubmagnetic.org Rens. : 010/22.88.27 • contact@clubmagnetic.org

LE CHU DINANT GODINNE ENGAGE (H/F) : > un infirmier - bloc opératoire

site Godinne - CDI - temps plein ou partiel - entrée dès que possible.

Plus de détails sur www.chudinantgodinne.be Envoyez votre CV et lettre de motivation au plus tard le 15 janvier à recrutement-chu@uclouvain.be

Offres d'emploi

L'ASBL SERVICE DIOCÉSAIN DES JEUNES DE LIÈGE ENGAGE (H/F) : > un animateur mi-temps

CDD d'un an pour animation/suivi de projets sur le terrain. Expérience souhaitée : animation dans les écoles, les mouvements de jeunesse, dans une paroisse ou communauté.

Plus de détails sur www.sdjliege.be Envoyez lettre de motivation et CV à sdjliege@skynet.be

LES ÉQUIPES POPULAIRES DE MONS RECRUTENT (H/F) :

> un animateur CDI mi-temps - engagement au 1^{er} février 2016 Profil : animateur en éducation permanente pour la région de Mons-La Louvière. Développement et animation de groupes et projets.

Envoyez votre candidature pour le 15 décembre à Jean-Michel Charlier, Secrétaire général, rue du Lombard 8/2 à 5000 Namur.

L'OLIVIER, MR-MRS DE 120 LITS à UCCLLE ENGAGE (H/F) :

> un infirmier chef de service CDI - temps plein Offrons : un cadre de travail épanouissant, un encadrement largement supérieur aux normes en vigueur, une formation continue, une mise en application des principes de l'Humanitude®, une reprise intégrale de l'ancienneté et des avantages extralégaux.

Envoyez votre candidature à JF Maribro, Responsable du Département RH à Jf.maribro@asbl-mmi.be

CHEZ NOUS, ÇA VIT

L'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes à Bruxelles recherche (h/f) : un pharmacien - direction médicale - CDI

Solival, partenaire de la Mutualité chrétienne, recherche à Bruxelles (h/f) : un ergothérapeute - CDI

Postulez dès maintenant sur www.mcjobs.be

La solidarité, c'est bon pour la santé.

en marche

Chaussée de Haecht, 579 - BP 40 - 1031 Bruxelles
02/246.46.27 - Fax : 02/246.46.30 - enmarche@mc.be - www.enmarche.be

EDITEUR RESPONSABLE : Jean Hermesse, Opberg, 23 - Bte 11 - 1970 Wezembeek-Oppem.

Affilié à l'Union de la presse périodique UPP - Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique - Tirage moyen 460.000 exemplaires

BIMENSUEL - Parution tous les 1^{ers} et 3^{èmes} jeudis du mois (1^{er} jeudi du mois en juillet et en août).

Une erreur dans votre adresse postale ? Signalez-le via www.mc.be/journal ou au 0800 10 9 8 7.

// Intersoc Trip //

// DU 19 AU 28 FÉVRIER //

Le Corso de Menton et la Bataille des fleurs à Nice

À 10 km de Monaco, entre la Méditerranée et le massif de l'Estérel, la ville de Menton jouit d'un climat exceptionnel toute l'année.

Du 19 au 28 février 2016, Intersoc vous propose de découvrir le Carnaval autrement, sur la Côte d'Azur, en collaboration avec son partenaire Vacancier. Vous logez dans l'Ancien Palace de style belle époque, situé dans un vaste parc agrémenté d'orangers et de citronniers. Les chambres (double et single) sont équipées de sanitaires privés, téléphone et télévision.

Voyage en autocar à partir de Bruxelles, Bierges, Namur, Wanlin et Arlon • Aller et retour : nuitée et dîner dans un hôtel étape • Excursions : voir programme sur www.intersoc.be • Présence d'un accompagnateur Intersoc

Prix pension complète : 1.176 EUR • supplément single : 42 EUR

>>> Pour de plus amples informations, contactez le service clientèle au 070/233.898 de 8h à 18h (le samedi jusqu'à 13h) ou surfez sur www.intersoc.be.

Livres

Les coups de cœur de la rédaction

Au revoir là-haut

France, novembre 1918. Edouard et Albert. Ces deux-là n'étaient pas destinés à se connaître. Pas du même monde, comme on dit habituellement. Mais il faut oublier les chemins tout tracés lorsqu'on est Poilu.

Échappant, par pure ironie du sort, aux manigances criminelles d'un ambitieux Lieutenant, les voilà miraculés du champ de bataille. La tâche est difficile pour Albert. Comment aborder la vie quand on a été sauvé par un cheval mort et par un compagnon de tranchée qui refuse qu'on lui répare sa gueule cassée ? La guerre finie, abandonnés par la Mère Patrie, Edouard et Albert vont élaborer une savoureuse arnaque aux monuments aux morts. Et tel est pris qui croyait prendre.

Au revoir là-haut a reçu le prix Goncourt en 2013. Il ne l'a pas volé. L'écriture de Pierre Lemaitre est extraordinairement jouissive, le ton est vif, puissant, tendre, cruel, parfois ironique. L'auteur nous permet aussi de nous plonger dans cette période d'après-guerre où les services rendus par la jeunesse ont été oubliés avec une rapidité prodigieuse, et où la souffrance des familles décimées a entraîné un bien lucratif commerce.

>> *Au revoir là-haut* • Pierre Lemaitre • éd. Albin Michel • 2013 • 624 p.

Pierre Lemaitre
Au revoir là-haut
roman
Albin Michel

PRIX
GONCOURT

Le répertoire des saveurs

Fruits de mer et ananas, betterave et cresson, fromage bleu et figues... Niki Segnit liste les associations de saveurs les plus appréciées par ses papilles gustatives.

Au-delà de la présentation des binômes, elle illustre et explique ce qui rend leur association intéressante. Exemple avec les poissons gras : les affinités classiques de saveurs comme saumon-concombre, truite-cresson... réduisent les graisses. Les câpres en saumure, les olives ou encore le jambon, font ressortir le côté sucré des poissons gras marins (hareng, maquereau, sardine...). Elle détaille ainsi chaque aliment. Puis viennent les appariements : poisson gras et ail, ou amande, ou aneth, ou anis, asperge, avocat... ! L'exercice est répété pour tous les aliments qui composent chaque famille de saveurs : torréfiée, carnée, terreuse, boisée... Cette bible des associations des saveurs s'adresse à ceux qui cuisinent comme ils composent. Les symphonies classiques, ils les connaissent et prennent peu de plaisir à les reproduire. Par contre, ils jubilent à l'idée d'associer, d'oser, de s'inspirer des notes et des accords pour écrire leur propre partition. Fermez pour un temps les livres de recettes traditionnels et dirigistes pour écrire vos propres mélodies culinaires.

>> *Le répertoire des saveurs* • Niki Segnit • éd. Marabout • 2012 • 496 p.



La nuit de feu

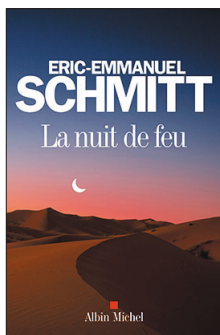
Une nuit peut changer une vie. Au plus profond. À vingt-huit ans, l'homme qui n'est pas encore écrivain entreprend une randonnée à pied dans le Sahara. Objectif du périple : rejoindre l'ermitage d'Assekrem.

Élan de son jeune corps alerte, il prend de l'avance sur le groupe et va se perdre. Dans les immenses étendues du Hoggar, rien à manger, un petit fond d'eau à boire, il est complètement désorienté. D'autant que la nuit glaçante s'annonce. Elle va le changer à jamais. L'étudiant en philosophie formé à l'ultra-rationnel se mue en "agnostique croyant".

La nuit de feu est le dernier roman en date d'Eric-Emmanuel Schmitt. L'auteur est prolifique et souvent récompensé. Chaque année, un ou plusieurs livres portent son nom dans les rayons des libraires. Son écriture est fluide, se déroule avec aisance. Surtout, c'est là sa saveur, l'auteur allie très souvent his-

toires et philosophie, amenant à plonger sans effort au cœur de notre humanité. Dans ce récit très intime, il aborde le sujet de la croyance. Loin de tout prosélytisme. Avec cette conviction : "La vraie croyance, c'est le doute, c'est un chemin". Un chemin sur lequel se trouveront peut-être ses mots, propices à cultiver, nous aussi, notre voyage intérieur.

>> *La nuit de feu* • Eric-Emmanuel Schmitt • éd. Albin Michel • 2015 • 192 p.

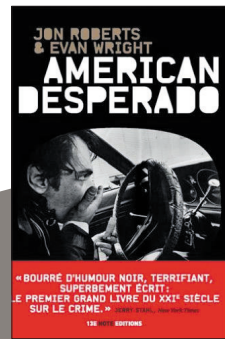


American desperado

C'aurait pu être un roman noir. Mais *American Desperado* dépasse la fiction et tient lieu de document sur le crime organisé et le milieu mafieux aux États-Unis dans les années 70-80.

Le livre – qui se dévore comme un roman – retrace la vie hors norme de John Riccobono alias Jon Roberts, acteur majeur du cartel de Medellín à Miami. L'auteur, Evan Wright, grand reporter et écrivain américain, a puisé les éléments du récit dans ses nombreux entretiens avec le truand. Tout en effectuant un indispensable travail de précisions et de vérifications. "La majeure partie du temps que j'ai passé sur cette terre, je n'ai eu aucun respect pour la vie humaine. Ça a été la clé de ma réussite", résumait froidement Jon Roberts. De sa naissance dans la famille Gambino affiliée à la mafia new-yorkaise à sa retraite "paisible", après avoir purgé seulement trois ans de prison, on suit non sans effroi ni perplexité l'effrayante épopée de la réussite criminelle de ce "cocaïne cowboy" qui fut aussi l'un des pires meurtriers de l'époque. Un livre à lire moins par goût du genre littéraire que pour la découverte d'un système mafieux avec ses ramifications et implications qu'on n'imaginerait même pas.

>> *American Desperado* • Jon Roberts et Evan Wright • éd. Livre de poche • 2013 • 700 p.



Indulgences

En ce début du 16^e siècle, l'Allemagne est une véritable pétaudière, où l'autorité politique se fractionne entre de multiples seigneurs et princes abbés se livrant à d'incessantes luttes d'influence et par l'épée.



La Renaissance italienne paraît encore loin. Au cœur d'un obscur village forestier, une jeune femme à l'esprit libre et indépendant est contrainte d'abandonner son enfant, ce qui lui vaudra d'être accusée de sorcellerie et de subir les affres de l'Inquisition. C'est, près de vingt ans plus tard, la quête éperdue de filiation de sa fille, Gretchen, que nous propose de suivre l'auteur, l'ancien avocat liégeois Jean-Pierre Bours. L'écriture est belle et puissante, la trame ne souffre d'aucun répit (secrets, trahisons, violences...), les personnages sont captivants : tantôt d'une cruauté sans nom, tantôt d'une beauté angélique. Mais le principal atout de ce roman est de plonger ces personnages fictifs dans le contexte bien réel de la Réforme : sur fond d'épouvantables épidémies minutieusement décrites, on y croise le moine théologien Luther, le peintre Lucas Cranach, la cour de Wittenberg, voire Faust lui-même...

>> *Indulgences* • Jean-Pierre Bours • éd. Hervé Chopin • 2014 • 414 p.

Exposition

La fabrique des héros

Si vous passez par Mons, faites un détour par les Anciens Abattoirs pour découvrir *La fabrique des héros*. Quelques textes, photos et vidéos retracent les voyages initiatiques d'une cinquantaine d'adolescents francophones orchestrés par l'auteur et metteur en scène Wajdi Mouawad.

Wajdi Mouawad se souvient : "Qu'aurais-je aimé qu'on me propose, lorsque j'avais 15 ans et que je me sentais un peu perdu ? (...) Voyager avec des amis dans des lieux extraordinaires avec du théâtre, avec de l'art". Voilà comment est né le projet "Avoir 20 ans". C'était en 2011. L'artiste a lancé une invitation au voyage. Cinquante ados

Répartis en plusieurs groupes, les adolescents ont vécu quelques semaines à Dakar, Auschwitz, Beyrouth, Istanbul, Reykjavik...

belges, français, réunionnais et québécois ont été sélectionnés. L'odyssée a commencé à Athènes, là où le théâtre est né. Et parce que les textes de Sophocle serviront de fil rouge à ces périple. Ensuite, répartis en plusieurs groupes, les adolescents ont vécu quelques semaines à Dakar, Auschwitz, Beyrouth, Istanbul, Reykjavik... Avec une volonté : apprendre à penser par soi-même. Et cela passe par les amitiés, les craintes, les chagrins d'amour, les cuites, les conflits, la vie... ici et ailleurs, et avec les autres. Cette belle aventure est maintenant terminée.

Se débrouiller dans la vie

À Mons, on peut découvrir des photos et des témoignages écrits et vi-

déos. Ce sont ces derniers qui sont les plus intéressants. Des petits instantanés des cinq dernières années. On y fait par exemple la connaissance de Lorène. En 2011, elle a 15 ans. Elle cite Pythagore : "Délaisse les grands routes, prends les sentiers". Elle parle de ses interrogations sur Dieu, de ce papa qui est parti lorsqu'elle était enfant et qu'elle ne voit plus. Avec le sourire, elle dit qu'elle s'en fout. En 2015, Lorène a réussi sa première année en école de traductions. Pourtant, elle a une peur bleue de l'échec, elle se demande pourquoi les autres l'aiment. Elles ne comprennent pas. Et ce papa qui ne réapparaît pas. Lorène ne s'en fout plus.

"Il ne faudra pas renoncer à la possibilité de vivre en grand, malgré tout. Résister contre tout ce qui peut défaire l'enchantement et la joie."



Ces fragments de vie d'ados vont faire échos, c'est sûr, chez chacun d'entre nous : le parent, l'enseignant, l'éducateur, la jeune personne que nous sommes ou étions il n'y a pas si longtemps. Ce qui nous est montré à Mons n'est pas un projet abouti. Les expériences vécues par ces jeunes donneront naissance à des outils. Nul doute que ceux qui iront aux Anciens Abattoirs auront envie de continuer à suivre le projet.

Car ce n'est qu'un début. Le début d'une vie où, comme le dit joliment Wajdi Mouawad, "il ne faudra pas renoncer à la possibilité de vivre en grand, malgré tout. Résister contre tout ce qui peut défaire l'enchantement et la joie." //ET

>> *Adolescence : la fabrique des héros* jusqu'au 10 janvier 2016 (ensuite au Théâtre royal de Namur du 3 au 26 mars) fermé le lundi • Frigo des Anciens Abattoirs de Mons, rue de la Trouille 17 à 7000 Mons • Gratuit • Un cahier pédagogique est disponible.



Éditorial Elisabeth Degryse // secrétaire nationale

En tout membre sommeille un volontaire qui s'ignore



© Luc Hericks

Dans quelques mois, les mutualités vivront un moment essentiel de leur existence : le renouvellement de leurs instances, par élections. Tout membre de la MC sera donc appelé à voter. Mais d'ici là, tout un chacun peut aussi présenter sa candidature. L'occasion de s'investir dans sa mutualité et d'y jouer un rôle essentiel. Pourquoi pas vous ?

Dès l'origine, les mutualités se sont constituées à partir de leurs membres. La gestion démocratique et participative est un de leurs fondements. En 1990, la loi sur les mutualités a entériné ce processus démocratique et l'a codifié en instituant des élections tous les six ans. 2016 verra se dérouler la cinquième édition de ces élections.

Au-delà de l'aspect légal

Les élections mutualistes constituent évidemment un moment clé pour les mutualités. Elles détermineront la composition des instances qui soutiennent leur gestion quotidienne. Mais, plus qu'un moment dans l'agenda consacré à une exigence légale, elles sont avant tout l'occasion de se rappeler l'importance de "faire mouvement".

À côté des centaines de volontaires qui s'impliquent dans les instances de gestion, des milliers de bénévoles s'engagent au sein de notre organisation et de ses mouvements partenaires. Que ce soit au travers des associations rassemblant des aînés — comme Énéo, énéoSport —, des personnes malades, valides et handicapées — comme Altéo, AltéoSport —, des jeunes — comme Jeunesse & Santé (J&S) — ou encore dans les comités locaux des mutualités.

L'ensemble de ces personnes veille à une meilleure prise en compte des réalités vécues dans les politiques de santé que la mutualité défendra demain. Elles font remonter du terrain les préoccupations des membres. Elles rappellent aux travailleurs salariés, permanents de la mutualité, qu'ils ne sont pas seuls. Elles motivent et partagent leur motivation. Elles alimentent les débats, font vivre les idées et le projet mutualistes. Elles défendent et promeuvent la mutualité hors ses murs en étant ses ambassadeurs.

Pour la MC, il est essentiel de continuer à défendre un modèle de gestion basé sur ses membres. Sans l'engagement de plusieurs centaines d'entre eux, la MC ne serait plus un mouvement social.

Comment se déroulent les élections ?

Concrètement, chacune des mutualités régionales va procéder au renouvellement de ses instances. Ce renouvellement donnera lieu à des élections chaque fois que le nombre de candidats sera supérieur au nombre de sièges à pourvoir. Il permettra de constituer la nouvelle assemblée générale de la mutualité, qui élira ensuite son conseil d'administration.

Ces mêmes instances délèguent ensuite des membres dans les instances de l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes et dans certaines instances qui regroupent les différentes mutualités régionales, telles que Solimut (pour la gestion de l'assurance complémentaire) ou MC Assure (pour la gestion des assurances facultatives). Ces différents conseils d'administration assureront, pendant les six années à venir, la gestion des mutualités. Voter les budgets, nommer le directeur, tracer les grandes lignes de la stratégie, penser les enjeux de santé locaux, définir les contours de l'assurance complémentaire, faire des choix pour les assurances mutualistes... voici quelques-unes des missions que les administrateurs seront invités à remplir au cours de leur mandat.

Construire ensemble

Au-delà de leur important rôle de gestion, les instances sont aussi des lieux d'échange et de rencontre. Leurs réunions sont autant de moments de construction en commun, d'élaboration d'une vision de la société plus égalitaire et solidaire dans laquelle la MC s'inscrit comme un partenaire de confiance,

proche de ses membres, et une référence pour mieux vivre ensemble.

S'engager dans les instances, c'est participer à ce projet collectif. C'est aussi, pour chacun, l'occasion d'apprendre, de s'enrichir au contact d'autres personnes, d'acquérir de nouvelles compétences... Des formations riches et variées ainsi que des moments conviviaux sont organisés pour les membres des instances, pour les outiller dans leur engagement, mais aussi pour les remercier du temps qu'ils consacrent au projet mutualiste.

Envie de vous engager ?

La MC est à la recherche de candidats, des hommes et des femmes de tous les horizons et de toutes les cultures. Peu importe votre formation, peu importe votre âge (il faut tout de même avoir 18 ans). La seule condition pour se lancer dans l'aventure, c'est l'envie de s'intéresser au monde mutualiste, à la santé, au bien-être ou à toute autre thématique proche.

Le défi vous tente ? Il ne vous reste plus qu'à prendre contact avec votre mutualité pour en savoir plus ou à surfer sur www.mc.be/elections. Soyez aussi attentif(ve) au journal *En Marche* du 21 janvier, qui marquera l'ouverture officielle des candidatures ! Les élections se dérouleront en mai 2016.

ça se passe

// Master en politique économique et sociale

De décembre 2015 à août 2016, La Faculté ouverte de politique économique et sociale (Fopes) de l'UCL organise à Arlon, Charleroi, Libramont, Liège et Louvain-la-Neuve des sessions d'informations pour l'édition 2016-2017 de son Master en politique économique et sociale (en horaire décalé). Objectif de cette formation : comprendre, dans un cadre universitaire, les enjeux liés à l'expérience professionnelle et sociale, analyser les politiques mises en œuvre par les acteurs économiques, politiques et sociaux, élaborer avec d'autres des projets...

Infos : 010/47.39.07 • www.uclouvain.be/opes

// Chat-accueil : 10 ans !

Le jeudi 10 décembre à 19h30, Télé-accueil Bruxelles fête les 10 ans du chat-accueil et organise une conférence festive. L'écrivain belge Nicole Malinconi y parlera de son rapport à l'écriture.

Lieu : ISELP, bd de Waterloo 31 à 1000 Bruxelles
Infos : 02/538.49.21 • www.tele-accueil-bruxelles.be

// Administration provisoire

Le jeudi 10 décembre de 10h à 16h, la Ligue des droits de l'Homme organise une journée d'informations sur le thème "Pour une administration respectueuse de la personne et des biens : outils et bonnes pratiques"

Prix : 10 EUR
Lieu : Pianofabriek, rue du Fort 35 à 1060 Bruxelles
Infos : 02/209.620.80 • www.liguedh.be

// Polyarthrite

Le jeudi 10 décembre de 10h à 12h, Altéo, mouvement social de personnes malades, valides et handicapées, convie à une conférence sur la polyarthrite rhumatoïde. Gratuit

Lieu : MC Hainaut oriental, rue du Douaire 40 à 6150 Anderlues
Infos : 071/54.84.43 • www.alteosbl.be

// Les jeunes et l'alcool

Le jeudi 10 décembre à 19h, Liège conférences santé convie le Dr. Dor pour une conférence sur l'alcoolisme chez les jeunes. Inscription obligatoire. Gratuit

Lieu : Grand Curtius, en Féronstrée 136 à 4000 Liège
Infos : 04/221.84.21 • www.liege.be

// Politique et religion

Les samedi 12 et dimanche 13 décembre, le Centre de formation Cardijn organise un weekend de formation sur le thème : "Politique et religion, rendre à César ce qui est à César". Prix : 60 EUR (logement compris)

Lieu : Centre La Marlagne à 5100 Wépion
Infos : 081/23.15.22 • www.cefoc.be

// Vieillir seul(e)

Le lundi 14 décembre à 13h30, l'ASBL Volont'r convie à la projection de "Que reste-t-il ?", sur le quotidien des personnes âgées touchées par la solitude. Un débat suivra. Prix : 5 EUR

Lieu : rue de la Charité 43 à 1210 Bruxelles
Infos : 02/219.15.62 • www.volontr.be

// Bien manger

Le lundi 14 décembre de 14h à 16h, l'ASBL Infor Famille organise une conférence sur les grands principes d'une alimentation saine. Prix : 3 EUR

Lieu : en Féronstrée 129 à 4000 Liège
Infos : 04/222.45.86 • www.inforfamille.be

// Langage juridique

Le lundi 14 décembre de 9h à 17h, l'ASBL Droits Quotidiens organise un colloque avec ateliers pratiques sur le langage juridique clair. Objectif : aider les professionnels à rendre le droit plus compréhensible pour le citoyen. Prix : 70 EUR

Lieu : Crowne Plaza, rue Gineste 3 à 1210 Bruxelles
Infos : 081/39.06.20 • www.langagejuridiqueclair.be

// Changer l'économie

Le lundi 14 décembre de 18h à 20h, le mouvement Tout autre chose démarre un nouveau groupe de réflexion et d'action sur le thème "Un tout autre modèle économique". Gratuit

Lieu : BOTA75, rue Botanique 75 à 1210 Bruxelles
Infos : 071/53.28.30 • www.toutautrechose.be

// Prévention des chutes

Le mardi 15 décembre de 17h à 19h et le jeudi 17 décembre de 12h à 14h, le Service santé de la ville de Charleroi organise une conférence sur la prévention des chutes à domicile. Gratuit

Lieux : Grand Rue 3 (le 15/12) et bd Zoé Drion 1 (le 17/12) à 6000 Charleroi
Infos : 071/86.70.03 • www.charleroi-ville-sante.be

// Dérèglement environnemental

Le mardi 15 décembre à 20h, le CIEP-MOC Verviers, Entraide & fraternité-Vivre ensemble et l'ASBL De bouche à oreille proposent une conférence intitulée "Comment stopper le cycle infernal du dérèglement environnemental au Nord et au Sud ?". Prix libre

Lieu : place Général Jacques 16 à 4800 Verviers
Infos : 087/33.77.07 • <http://mocverviers.be>

// Énergie et logement

Les mercredis 16 décembre, 6 et 20 janvier, 3 et 17 février, les Équipes populaires organisent des matinées d'informations et de réponses sur l'énergie et le logement. Gratuit

Lieu : rue des Wallons 43 à 4000 Liège
Infos : 0485/16.26.45 • www.equipespopulaires.be

// Bien-être au travail

Le jeudi 7 janvier de 12h à 14h, l'association bruxelloise du bien-être au travail propose une rencontre d'information autour de la fonction de conseiller en prévention (réservation nécessaire). Gratuit

Lieu : 13-15 square Saintelette à 1000 Bruxelles
Infos : 02/227.62.02 • www.abbet.be

// Cycle sur le numérique

Les mardis 19 janvier, 16 février, 15 mars, 19 avril, 18 mai et 21 juin, de 10h30 à 12h, PointCulture Bruxelles convie aux conférences qui composent le cycle "Pour un numérique humain et critique".

Prix : 5 EUR / conférence
Lieu : rue Royale 145 à 1000 Bruxelles
Infos : 02/737.19.60 • <http://bruxelles.pointculture.be>

// Décrochage scolaire

Les jeudi 21 et vendredi 22 janvier de 9h30 à 16h30, l'ASBL École des parents et éducateurs organise la formation "Accompagner un jeune en décrochage scolaire" : outils et techniques de coaching pour aider les élèves en difficulté. Prix : 144 EUR

Lieu : rue de Stalle 96 à 1180 Uccle
Infos : 02/371.36.36 • www.ecoledesparents.be

// Sclérose en plaque

Les samedi 23 et 30 janvier, 13 et 27 février et 5 mars, de 9h30 à 12h30, La Ligue belge de la sclérose en plaques organise un cycle de 5 matinées d'informations pour les personnes diagnostiquées de la sclérose en plaques depuis moins de 2 ans et pour leur entourage. Prix : 30 EUR les 5 séances

Lieu : rue des Linottes 6 à 5100 Naninne
Infos : 081/40.15.55 • www.ms-sep.be

// Santé mentale

De janvier à juin, deux lundis par mois de 9h à 15h, l'ASBL Psytoyens organise "Les voix(es) de la participation", groupe de rencontre et d'échange destiné aux personnes qui utilisent ou ont utilisé un service d'aide ou de soins dans le domaine de la santé mentale. Gratuit

Lieu : Crésam, bd de Merckem 7 à 5000 Namur
Infos : 0495/18.88.42 • www.psytoyens.be



Lire aussi "La MC, un engagement social et démocratique" en pages 6 et 7.